



Assemblée générale

Soixante-seizième session

9^e séance plénière

Mercredi 22 septembre 2021, à 19 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid (Maldives)

En l'absence du Président, M. Blanco Conde (République dominicaine), Vice-Président, assume la présidence.

M. Luis Rodolfo Abinader Corona, Président de la République dominicaine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La séance est ouverte à 18 h 50.

Allocution de M. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République togolaise

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Togo, qui va présenter l'allocution du Président de la République togolaise.

M. Kpayedo (Togo) : J'ai l'insigne honneur et le privilège de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République togolaise.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République togolaise.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe I et voir A/76/332/Add.4).

Allocution de M. Luis Rodolfo Abinader Corona, Président de la République dominicaine

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République dominicaine, S. E. M. Luis Rodolfo Abinader Corona.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Luis Rodolfo Abinader Corona, Président de la République dominicaine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Abinader Corona (*parle en espagnol*) : À l'approche du deuxième anniversaire du début de la pire catastrophe que le monde a connu depuis près d'un siècle, l'humanité n'a pas encore pu clore définitivement ce terrible chapitre de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Néanmoins, nous nous réunissons dans cette enceinte avec l'espoir de renouveler et de renforcer les liens de coopération et de solidarité en tant que pays frères.

Cette communauté d'États est confrontée à d'énormes défis qui ne peuvent être relevés efficacement que grâce à un multilatéralisme renouvelé. En effet, face à la pandémie, à l'urgence climatique, à la révolution technologique et à la nécessité de définir un nouveau paradigme pour l'État-providence, il est essentiel de renforcer l'unité et la coopération entre tous les pays.

Nous avons la responsabilité historique de laisser le monde dans un meilleur état que celui dans lequel nous l'avons trouvé, mais cela ne sera possible que si

Conformément à la décision 75/573, et sans que cela ne crée de précédent pour les réunions de haut niveau organisées dans le cadre de futures semaines de haut niveau, les procès-verbaux de l'Assemblée générale s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse estatements@un.org.



nous prenons au sérieux la transition mondiale vers un nouveau modèle de production écologique, durable, inclusif et équitable, conformément aux objectifs de développement durable énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce changement ne sera possible que grâce à un effort mondial et multilatéral qui garantit le respect de l'état de droit et des droits de l'homme et le bien-être de tous, sans laisser personne de côté.

Malgré la situation difficile découlant de la pandémie, notre gouvernement a lancé un plan de vaccination gratuite, dont le succès est illustré par des résultats tangibles et des chiffres éloquentes : 57 % de la population éligible est entièrement vaccinée, environ 70 % a reçu au moins une dose et plus de 10 % a déjà reçu une troisième dose, avec un taux de létalité de 1,14 %, l'un des plus faibles au monde.

Conformément à notre vision du partage des responsabilités pour trouver une issue à la pandémie et parce que nous disposons d'un stock de vaccins qui nous a permis de le faire, nous avons fait don, dans un esprit de solidarité, de quelque 820 000 doses à d'autres pays de notre région, car nous sommes convaincus que nous ne serons en sécurité que lorsque nous serons tous vaccinés.

Cependant, bien que nous ayons commencé à sortir de la pandémie, cela ne suffira pas pour surmonter la crise économique et financière actuelle. Pour préserver la paix sociale, nous sommes appelés à trouver une solution à l'énorme dette que les pays à revenu intermédiaire ont dû contracter pour faire face aux ravages économiques et sociaux causés par la pandémie. Il n'existe actuellement aucun mécanisme d'accès à des financements à des conditions favorables qui nous permettrait de régler cette crise de liquidités. Pour relever ce défi, nous devons impérativement chercher des solutions innovantes, de toute urgence.

Récemment, le Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (FMI) a accordé une allocation équivalente à 650 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux, dans le but de renforcer les liquidités mondiales. Les États membres du FMI ont reçu ces fonds en fonction de leurs quotas nationaux. Cela signifie qu'une grande partie de ces ressources a été versée aux pays développés, précisément ceux qui en ont le moins besoin.

Pour remédier à cette injustice, les pays industrialisés devraient consacrer ces ressources à la création d'un mécanisme permettant de canaliser les quotas

qu'ils ont reçus vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, en leur donnant accès à des fonds à des conditions favorables. Les institutions financières multilatérales joueraient un rôle clef dans ce mécanisme, en veillant à ce que ces ressources parviennent aux pays qui en ont vraiment besoin. Cette initiative aurait un impact très positif sur les marchés financiers internationaux, car elle rendrait la dette plus viable et renforcerait la confiance dans nos économies, tout en améliorant le coût du financement.

Le Gouvernement que j'ai l'honneur de présider est fermement convaincu que la démocratie est le système politique qui garantit le mieux la dignité, le bien-être et le bonheur du peuple, et qu'elle ne peut être préservée que si elle est approfondie et élargie. C'est pourquoi je suis fier que nous ayons invité tous les secteurs de la vie nationale de notre pays à participer à un dialogue ouvert et pluraliste pour parvenir à des réformes qui contribueront à renforcer l'état de droit social et démocratique en République dominicaine.

À cet égard, la République dominicaine défend fermement la démocratie et les droits de l'homme, ce qui implique de renforcer les contrôles et contrepoids du pouvoir exécutif, notamment grâce à un pouvoir judiciaire indépendant, dont les décisions sont largement respectées par tous. Notre gouvernement s'est engagé à assurer l'indépendance du ministère public et des autres organes de contrôle, ainsi qu'à réformer la police nationale, pour garantir l'état de droit et la sécurité des citoyens.

Dans le même ordre d'idées, notre objectif fondamental est de défendre le secteur public, qui est le patrimoine commun des Dominicains. Cela nécessite une gestion totalement transparente, ce qui est l'une des réalisations dont nous sommes particulièrement fiers. Nous sommes convaincus qu'en dépit des circonstances difficiles actuelles, nos citoyens attendent toujours de nous que nous luttons courageusement contre la corruption, et nous avons fait nos preuves à cet égard en prenant des mesures claires, précises et énergiques.

En ce qui concerne l'économie, je suis heureux de constater que, malgré les difficultés actuelles, notre pays fait preuve d'optimisme. Nous devrions terminer l'année 2021 avec un taux de croissance économique de 10 % et maintenir un taux de croissance de plus de 5 % pour les années suivantes.

Je voudrais proposer trois mesures que nous considérons comme urgentes et nécessaires pour notre région et notre pays.

Premièrement, la République dominicaine, en tant que petit État insulaire en développement, est l'un des pays qui produit le moins d'émissions de gaz à effet de serre mais qui souffre le plus des effets des changements climatiques. Le moment est venu de promouvoir une transformation mondiale de l'économie qui tient compte des niveaux de développement et qui garantit que les normes requises n'imposent pas de charges excessives entraînant des coûts supplémentaires qui nuisent à la compétitivité et à la production de biens et de services. Il est également juste et nécessaire que les investissements considérables nécessaires pour restaurer nos ressources naturelles qui ont pâti du réchauffement de la planète soient pris en charge par les pays qui ont généré le plus de dioxyde de carbone.

Deuxièmement, la crise financière actuelle et l'augmentation des niveaux d'endettement causée par la pandémie ne peuvent pas être réglées uniquement par une augmentation des impôts dans nos pays respectifs, étant donné les pressions sociales et les risques de troubles qui en découlent. Nous devons faire preuve de créativité, et nous sommes convaincus que les institutions financières multilatérales et bilatérales peuvent, sans que les gouvernements concernés engagent des dépenses supplémentaires, fournir des facilités de crédit au moyen de mécanismes transparents, accessibles, concertés et non discriminatoires, qui aideront les pays en difficulté à redevenir rapidement viables financièrement et à accéder de nouveau aux marchés financiers internationaux, à des taux préférentiels qui ne varient pas selon l'indice de risque du pays.

La troisième et dernière action que nous recommandons concerne Haïti. Depuis notre entrée en fonction, nous avons signalé à maintes reprises que la situation en Haïti pourrait avoir des répercussions au-delà des frontières de ce pays et devenir un facteur d'insécurité dans la région. C'est pourquoi cette communauté de nations doit s'occuper de toute urgence, une fois pour toutes, de la crise haïtienne en tant que priorité absolue, qu'il faut suivre en permanence. Nous avons pris note du fait que certains gouvernements ont récemment adopté des mesures pour faire face aux conséquences de la crise haïtienne. Pendant des années, chaque jour, notre pays a dû faire face à ces conséquences, pratiquement seul. Nous sommes convaincus qu'aucune action unilatérale ne sera suffisante pour régler cette situation tragique.

Il est impératif de réaffirmer dans les termes les plus fermes et les plus catégoriques possibles que la communauté internationale ne doit pas et ne peut

pas abandonner le peuple haïtien en ce moment où les niveaux actuels d'insécurité le conduisent à l'autodestruction. Je veux le dire aujourd'hui aussi sincèrement que possible, sans les subtilités du langage diplomatique. Compte tenu des divisions actuelles parmi les dirigeants haïtiens et de la présence dangereuse de bandes criminelles qui contrôlent une partie importante du territoire national, les Haïtiens ne pourront pas, à eux seuls, ramener la paix dans leur pays, et encore moins garantir les conditions nécessaires pour établir un niveau minimum d'ordre.

Par conséquent, la question la plus importante et la plus urgente est de rétablir la sécurité en Haïti. Ce n'est qu'une fois que cet objectif sera atteint que des élections libres, régulières et crédibles pourront être organisées. Ensuite, en collaboration avec un nouveau gouvernement comme interlocuteur légitime, il faudra préparer un plan de développement économique et social vraiment complet, avec toutes les ressources nécessaires et l'appui solidaire de la communauté internationale, car les mesures humanitaires à elles seules ne sont plus une option.

À l'occasion de ce rassemblement solennel, je voudrais déclarer que la République dominicaine a agi et continuera d'agir dans un esprit de solidarité et de coopération envers le peuple haïtien, comme il se doit. Toutefois, je voudrais également réitérer qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura jamais de solution dominicaine à la crise haïtienne.

Nos États doivent relever de nombreux défis pour bâtir un monde placé sous le signe de l'égalité. Cependant, nous ne devons pas les affronter seuls. L'intégration et le multilatéralisme sont les meilleurs moyens d'avancer vers cet objectif, sans laisser personne de côté. Je suis fermement convaincu que le leadership de l'ONU continue d'être revitalisé et renforcé, avec chaque jour qui passe. L'État dominicain réaffirme son attachement aux principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies – la paix, la dignité humaine, la justice, le progrès social et la liberté. Avançons fermement vers un État-providence renouvelé et plus équitable. Nous ne pouvons pas laisser tomber nos peuples. Nous ne pouvons pas être du mauvais côté de l'histoire.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de mon pays, la République dominicaine, pour la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Luis Rodolfo Abinader Corona, Président de la République dominicaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Úmaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Guinée-Bissau.

M. Úmaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Úmaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Embaló (*parle en portugais ; texte anglais fourni par la délégation*) : Je félicite chaleureusement le Ministre des affaires étrangères des Maldives, M. Abdulla Shahid, Président de l'Assemblée générale, et lui souhaite plein succès.

Alors que nous sommes confrontés aux défis provoqués par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le thème choisi pour le débat général de cette année ne saurait être plus pertinent. Ce n'est qu'avec un espoir renouvelé que nous serons en mesure de renforcer la résilience pour surmonter les difficultés socio-économiques et humanitaires causées par la crise sanitaire mondiale, et de trouver des solutions adéquates et durables aux défis actuels.

Dans un monde de plus en plus mondialisé, la pertinence de l'ONU et de ses entités revêt désormais la plus haute importance. Par conséquent, il est urgent d'améliorer l'efficacité de l'Organisation et de mettre en œuvre les réformes nécessaires en ce qui concerne tous ses organes, y compris le Conseil de sécurité, en vue de revitaliser le système des Nations Unies dans son ensemble. C'est par ce seul moyen que nous pouvons améliorer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise à promouvoir le développement humain sous tous ses aspects, notamment l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme. Nous devons aider les plus vulnérables, promouvoir la création de systèmes de soins de santé adéquats et veiller à ce que tous les pays, sans distinction aucune, aient un accès rapide et égal aux vaccins.

La Guinée-Bissau, qui bénéficie depuis de nombreuses années du soutien de la communauté internationale, notamment de l'ONU, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté des pays de langue portugaise et de l'Union africaine, concentre ses efforts sur la réalisation effective de ses objectifs nationaux tels que la consolidation de la paix et la création de meilleures conditions de vie pour sa population, afin de redonner espoir à la société bissau-guinéenne.

Dans ce contexte et compte tenu du fait que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau a achevé son mandat à la fin de l'année dernière, je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Secrétaire général António Guterres et tous les amis et partenaires de la Guinée-Bissau pour leur appui et dire que nous avons assumé, de manière autonome, toutes les responsabilités qui incombent à l'État, et que nous avons pu garantir la stabilité politique et le bon fonctionnement des institutions du pays.

Le problème des changements climatiques est une réalité irréfutable qui touche de manière plus forte et plus fréquente les petits États insulaires en développement, dont la Guinée-Bissau. C'est un défi permanent pour toutes les nations. C'est pourquoi, mon pays a élaboré des plans d'adaptation aux changements climatiques avec des horizons à moyen et long terme, et nous avons étendu nos aires terrestres et marines protégées afin qu'elles couvrent plus de 26 % du territoire national.

Pour finir, je tiens à réaffirmer l'engagement de mon pays à travailler avec nos partenaires de développement et l'ensemble de la communauté internationale pour trouver des solutions novatrices, inclusives et viables aux difficultés que pose actuellement la pandémie de COVID-19. Nous sommes persuadés qu'ensemble nous saurons motiver nos citoyens, raviver en eux l'espoir et bâtir un monde plus solidaire et fraternel.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Guinée-Bissau de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Úmaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ismaël Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Djibouti, qui va présenter l'allocution du Président de la République de Djibouti.

M. Doualeh (Djibouti) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter l'allocution préenregistrée de S. E. M. Ismaël Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti, à l'occasion du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Djibouti.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe II et voir A/76/332/Add.4).

Allocution de M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, qui va présenter l'allocution du Président de la République du Kazakhstan.

M. Tileuberdi (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan, à l'occasion du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Kazakhstan.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe III et voir A/76/332/Add.4).

Le Président assume la présidence.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Allocution de M. Pedro Sánchez Pérez-Castejón, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne.

M. Pedro Sánchez Pérez-Castejón, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Pedro Sánchez Pérez-Castejón, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Sánchez Pérez-Castejón (Espagne) (*parle en espagnol*) : Le dimanche 19 septembre, à 15 h 12, un volcan est entré en éruption sur l'île espagnole de La Palma, dans les îles Canaries. Depuis lors, l'Espagne suit l'évolution de la situation, et le Gouvernement espagnol se tient aux côtés des habitants de cette île, qui ont vu la lave engloutir leurs maisons, leurs terres agricoles, leurs fermes et leurs terres fertiles et ont été marqués par des souvenirs bouleversants dont les répercussions ne pourront jamais être mesurées.

Je suis venu directement de l'île de La Palma à l'Assemblée, impressionné par la façon dont la nature nous rappelle de nouveau non seulement notre fragilité, mais aussi notre force. Grâce à la science, nous avons pu prévoir une intervention, et grâce à l'action efficace et coordonnée de nos services d'urgence et de plusieurs institutions, nous avons assuré la sécurité de tous nos citoyens et de toutes nos citoyennes, et nous resterons activement engagés afin que personne ne soit abandonné à la suite de cette catastrophe naturelle.

Au cours des 18 derniers mois, nous avons cru que le monde entier s'unissait face à ces mêmes réalités : d'une part en raison de notre vulnérabilité face à un virus qui ne respecte ni les frontières, ni les idéologies, ni la condition sociale, d'autre part, grâce à un esprit d'unité et de confiance dans la science qui nous a permis, entre autres, de mettre au point des vaccins efficaces contre la maladie à coronavirus (COVID-19) dans un délai étonnamment court.

Mais le fait est que, malgré les apparences, le virus a également renforcé les inégalités. Les régions les plus pauvres n'avaient ni les infrastructures sanitaires nécessaires pour endiguer la propagation de la maladie, ni les ressources suffisantes pour créer un filet de sécurité sociale afin de protéger les citoyens de la crise économique. La pandémie nous a appris que nous sommes tous vulnérables, mais elle nous a également rappelé que des inégalités intolérables persistent dans le monde et sont exacerbées par des crises mondiales telles que celle provoquée par la COVID-19.

Aujourd'hui par exemple, l'Espagne est pleine d'espoir, alors que nous entamons une nouvelle période de reprise et de transformation, grâce à une campagne de vaccination réussie qui a permis à 75 % de notre population d'être entièrement vaccinée. Ce chiffre contraste fortement avec les chiffres des pays dans lesquels le pourcentage de personnes protégées contre la COVID-19 atteint à peine 1 % de la population. C'est le cas d'un pays qui se trouve aujourd'hui au cœur de nos préoccupations. Je parle bien entendu de l'Afghanistan.

Comme l'Assemblée le sait, le 21 août dernier, en compagnie du Président du Conseil européen et de la Présidente de la Commission européenne, j'ai rendu visite au premier groupe d'Afghans arrivé de Kaboul à la base aérienne de Torrejón, à côté de Madrid. Je peux assurer aux États Membres que je n'oublierai jamais les visages de ces femmes, de ces hommes et de ces enfants, victimes aujourd'hui de stratégies géopolitiques et de conflits hérités du passé, de l'ignorance et du mépris entre les nations, de la terreur associée au fanatisme et à l'extrémisme, de l'absence d'un État fort qui nourrit une société libre, d'un modèle de développement injuste et insoutenable et, enfin, des urgences climatiques et sanitaires que nous connaissons actuellement.

En d'autres termes, ces personnes étaient les témoins vivants des plus grands maux qui menacent notre planète. Certes, nous pouvons observer ces problèmes à distance et les considérer comme étrangers et lointains, mais je crois que nous sommes ici pour faire exactement le contraire. Nous sommes ici pour apporter des réponses communes aux besoins et aux défis de l'humanité tout entière.

C'est pourquoi je lance depuis cette tribune un triple appel. Premièrement, j'appelle à la défense d'États forts et dotés des ressources nécessaires pour assurer le bien-être de leurs citoyens dans le respect des valeurs de justice, de progrès et d'égalité. Il est impératif de garantir une reprise équitable qui permette de combler les grandes inégalités existantes.

Deuxièmement, j'appelle à la défense de la démocratie, seule alternative à toute dérive totalitaire, d'exclusion ou d'intolérance.

Et j'appelle aussi à la défense de la coopération internationale et du multilatéralisme, seuls moyens d'apporter de véritables solutions aux défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui.

Ce sont, à mon avis, les trois principes transversaux qui doivent guider nos pas dans la nouvelle

ère dans laquelle nous entrons, une ère dont les grands objectifs mondiaux sont la vaccination, la relance socio-économique et la transition écologique.

Ma vocation politique a commencé par une leçon de mon grand-père que je n'ai jamais oubliée et qui est particulièrement pertinente en ce moment : l'inégalité ne crée finalement que de la pauvreté et ce qui est juste pour tout le monde profite finalement à tout le monde.

Rien n'illustre mieux ce principe que le dilemme de la vaccination auquel le monde est confronté aujourd'hui. Nous assistons à une nouvelle fracture entre les pays qui non seulement produisent un sentiment d'injustice, mais présentent également un risque pour la santé mondiale : nul ne sera en sécurité tant que tout le monde ne le sera pas. La science nous le rappelle à chaque instant : votre santé est notre santé. À cet égard, aucun mur ni aucune frontière ne pourra protéger les uns de la souffrance des autres.

C'est pourquoi nous devons agir maintenant de manière éthique et intelligente. J'annonce que l'Espagne augmentera ses dons aux pays tiers de 7,5 millions de doses de vaccin : au lieu des 22,5 millions de doses que nous nous étions précédemment engagés à fournir, nous en donnerons 30 millions, et ce chiffre continuera à augmenter dans la mesure de nos possibilités.

Je tiens également à souligner la gravité de la situation en Amérique latine et dans les Caraïbes, une région qui représente 9 % de la population mondiale mais qui a subi près de 30 % des décès causés par la COVID-19. Le Gouvernement espagnol a donc cherché à apporter son appui en priorité à cette région.

Conformément à l'engagement que j'ai annoncé lors du sommet ibéro-américain qui s'est tenu à Andorre cette année, l'Espagne a déjà envoyé plus de 7,5 millions de doses de vaccin, à la fois par le biais du Mécanisme pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 et de manière bilatérale. Sur les 22,5 millions de doses restantes que l'Espagne donnera en 2021, le Gouvernement espagnol s'est engagé à envoyer 7,5 millions de doses supplémentaires en Amérique latine et aux Caraïbes, car en ces temps difficiles, l'Espagne doit se tenir aux côtés des nations d'Amérique latine et des Caraïbes avec lesquelles nous partageons tant de choses.

Nous prévoyons également de fournir 7,5 millions de doses de vaccin à l'Afrique subsaharienne et aux pays du voisinage méridional de l'Union européenne. Je tiens également à annoncer que nous contribuerons à hauteur

de 2 millions d'euros à la Facilité internationale d'achat de médicaments (Unitaid), qui est responsable du volet Produits de diagnostic du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, en plus des 175 millions d'euros que l'Espagne a déjà promis de consacrer à la mise au point et à la production de vaccins en 2020-2021 et de notre contribution au volet Produits de diagnostic par le biais du Fonds mondial. Nous travaillerons avec les pays qui ont particulièrement besoin de renforcer leurs capacités pour faire face à la pandémie.

Enfin, je voudrais souligner que les droits de brevet ne doivent en aucun cas constituer un obstacle dans cette situation d'urgence sanitaire mondiale sans précédent. Je réitère donc la proposition du Gouvernement espagnol de remédier aux goulets d'étranglement dans la production et la distribution, notamment grâce à une éventuelle exemption temporaire des brevets sur les vaccins et l'élimination des obstacles tout au long de la chaîne de valeur.

Je crois sincèrement que la pandémie a mis en lumière une autre évidence très importante : ce n'est que grâce aux mesures et aux ressources exceptionnelles mobilisées par tous les gouvernements du monde, selon leurs capacités respectives, que nous avons pu éviter une catastrophe économique et sociale sans précédent. Le Gouvernement espagnol a fait face à cette urgence avec une proposition très claire : celle de l'État-providence et du multilatéralisme. Nous avons convenu de mesures historiques avec nos partenaires de l'Union européenne et avons plaidé en faveur d'une reprise équitable, fondée sur le principe fondamental de ne laisser personne de côté.

À cet égard, je suis très heureux de constater que de nombreux autres gouvernements cherchent également à suivre cette voie, opérant un changement de paradigme mondial pour éviter les erreurs commises lors des crises passées. Je crois que le moment est sans doute venu d'inverser les taux d'inégalité et les coupes dans les services publics qui ont tant affaibli nos sociétés face à l'arrivée inattendue de la pandémie. C'est pourquoi je répète qu'il n'y a pas de solutions purement nationales. Si nous défendons l'égalité comme garantie de progrès au sein de nos sociétés, nous devons également le faire dans la sphère internationale en suivant le principe de recherche de solutions communes aux problèmes mondiaux que j'ai mentionné précédemment.

À cet égard, nous cherchons à garantir une éducation inclusive, équitable et de qualité non seulement en Espagne, mais aussi dans le reste du monde.

C'est pourquoi l'Espagne a récemment annoncé une nouvelle contribution de 20 millions d'euros au Partenariat mondial pour l'éducation. Nous nous efforçons de combattre la pauvreté et l'exclusion sous toutes leurs formes, surtout la pauvreté touchant les enfants et l'inégalité entre les sexes, en Espagne et dans le monde entier, en réformant notre modèle de développement pour le rendre beaucoup plus durable. Nous nous félicitons donc de l'accord historique sur la fiscalité internationale conclu au début du mois de juillet. Et depuis cette tribune, j'appelle tous les pays à adhérer à cet accord et à le mettre en œuvre dès que possible.

Nous souhaitons que les institutions financières internationales puissent fournir l'appui financier et technique dont ont besoin de nombreuses économies en développement et émergentes en ce moment. Nous saluons donc des réalisations importantes telles que l'Initiative de suspension du service de la dette, le Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette du Groupe des Vingt (G20) et la nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international.

L'Espagne estime que le Cadre commun du G20 pourrait également bénéficier aux pays à revenu intermédiaire ayant des problèmes de liquidités causés par la pandémie de COVID-19, ainsi qu'aux pays à faible revenu les plus vulnérables. Nous soutenons également la création d'un outil, dans le cadre du Fonds monétaire international, qui permettrait le transfert des droits de tirage spéciaux des pays développés vers les pays les plus vulnérables, quel que soit leur niveau de revenu, afin qu'ils puissent financer les réformes nécessaires à leur redressement durable et qui leur permettraient de lutter contre les changements climatiques et de s'y adapter, et de remédier à la pauvreté et aux inégalités. À cet égard, mon pays est prêt à contribuer au mieux de ses capacités à un tel instrument une fois qu'il aura été adopté.

Nous devons maintenant veiller par tous les moyens à ce que les initiatives en cours aient le plus grand impact possible dans les plus brefs délais. Je tiens à être clair sur ce point : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reste notre guide pour atteindre les objectifs de développement durable. Je crois que la pandémie a porté un coup dur aux attentes, mais elle a aussi servi à renforcer la conviction, notamment celle du Gouvernement espagnol, que la réalisation de ces objectifs est plus urgente et nécessaire que jamais.

J'ai évoqué la façon de surmonter la pandémie et de gérer la reprise socioéconomique, mais il est clair que l'urgence climatique est la crise majeure de notre époque. L'heure n'est plus au négationnisme. C'est une réalité qui se manifeste quotidiennement et de manière de plus en plus catastrophique par des incendies majeurs, des sécheresses chroniques, des inondations et des phénomènes atmosphériques inhabituels qui épuisent nos ressources, modifient considérablement notre mode de vie et provoquent une perte irréparable de biodiversité. Une fois encore, il s'agit d'un problème commun aux causes communes qui exige une réponse commune au plus haut niveau du multilatéralisme.

À cet égard, je peux dire que l'Espagne et l'Union européenne, en tant que bloc de pays ayant les contributions déterminées au niveau national les plus ambitieuses, montrent l'exemple. L'un des principaux défis que nous devons relever lors de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), qui se tiendra à Glasgow, sera d'accroître les ambitions en matière de financement de l'action climatique, en particulier dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques. Nous devons respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris et augmenter considérablement nos engagements futurs. L'Espagne contribuera à cet objectif en allouant 30 millions d'euros au Fonds pour l'adaptation en 2022 et s'efforcera de faire de la COP 26 un succès. Il est temps d'agir. Nous ne pouvons pas attendre.

Il est également temps de convenir d'un nouveau cadre mondial pour la protection de la biodiversité, au-delà des objectifs fixés en 2020. Je voudrais rappeler à cet égard que cette année marque le trentième anniversaire du Protocole de Madrid, également connu sous le nom de Protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, qui a constitué une avancée majeure dans la protection de l'environnement et des écosystèmes dépendants de l'Antarctique. Le 4 octobre, une conférence internationale se tiendra à Madrid pour analyser les réalisations des 30 dernières années et réfléchir aux défis futurs.

L'Espagne a fait de la crise climatique une priorité absolue de son action gouvernementale. Ainsi, 40 % des investissements prévus dans les fonds européens et dans notre plan de relèvement, de transformation et de résilience seront affectés à la transition écologique. D'ici à 2030, 74 % de l'électricité que nous produisons et 42 % de l'énergie totale que nous consommons devront

venir de sources renouvelables. En outre, nous avons récemment adopté, au Parlement national espagnol, une loi ambitieuse sur les changements climatiques et la transition énergétique.

Seules la détermination et la volonté des États nous permettront d'accomplir des progrès décisifs. Toutefois, nous ne devons pas oublier qu'il importe de placer les personnes au centre de nos décisions, afin d'éviter une dynamique de gagnants et de perdants. La transition écologique requiert des changements radicaux qui aient une incidence directe sur la vie quotidienne des gens, en particulier les plus vulnérables, y compris leur emploi et leur mode de consommation.

Par conséquent, de la même façon que nous menons un projet de relèvement équitable pour surmonter la crise économique, nous devons aussi nous engager en faveur d'une transition verte qui soit juste. Nous sommes convaincus qu'il s'agit du moyen le plus efficace d'atteindre de nouveaux niveaux de progrès et de bien-être. Par exemple, le plan national intégré de l'Espagne pour l'énergie et le climat prévoit que nos politiques de transition verte créeront entre 250 000 et 350 000 emplois par an. Une fois encore, ce qui est juste pour tous profite toujours à tous.

La réponse que nous opposons aux trois crises du moment – la pandémie, la crise économique et l'urgence climatique – déterminera sans nul doute le scénario politique international à court et moyen termes. Dans ce scénario, l'Espagne maintiendra une présence active et continuera de tenir ses engagements.

Premièrement, l'Amérique latine et les Caraïbes sont une région avec laquelle nous avons des liens très étroits. Cette année, le Sommet ibéro-américain fêtera son trentième anniversaire, dans un contexte marqué par le défi majeur de la pandémie et par la tragédie de fond des centaines de milliers de déplacés qui poussent à leur dernière limite les systèmes de soutien social de plusieurs pays de la région. L'Espagne plaide pour une approche globale de la situation, qui en traite à la fois les causes et les conséquences. Nous voulons rester le chef de file dans le renforcement des liens entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes, car nous sommes convaincus que cela donnera lieu à de la stabilité et à une prospérité partagée des deux côtés de la relation.

Deuxièmement, nous partageons avec la région méditerranéenne, en particulier ses pays côtiers, un destin qui doit aussi porter sur les possibilités, la

prospérité, l'intégration régionale et l'inclusion sociale. Cela suppose d'assurer la paix et la stabilité et de régler les conflits existants.

Il faut trouver une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable sur le Sahara occidental, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. L'Espagne continue de défendre le rôle central de l'ONU, et nous appuyons les efforts du Secrétaire général à cet égard.

Des mesures importantes ont été prises cette année sur une autre question très importante pour l'Espagne : le processus de stabilisation en Libye. Ce processus, que l'Espagne soutient sans réserve, doit continuer d'être dirigé par les Libyens eux-mêmes. La tenue d'élections à la fin de l'année devrait être l'objectif prioritaire.

Troisièmement, je tiens à souligner que l'Espagne s'est dotée d'une nouvelle politique pour l'Afrique, continent au potentiel énorme. Nous voulons accompagner les Africains dans leur quête de prospérité et de progrès, forts de la conviction que leur progrès est intrinsèquement lié au nôtre. L'Espagne appuie les efforts déployés afin de rétablir la sécurité et la paix pour les populations du Sahel. J'estime que la stabilité dans cette région est essentielle pour préserver la sécurité de nos citoyens des deux côtés de la Méditerranée.

Quatrièmement, nous ne pouvons pas oublier les conflits du monde qui durent depuis très longtemps. Nous approchons du trentième anniversaire de la Conférence de paix de Madrid, qui a réuni les nations arabes avec Israël pour la première fois et lancé les négociations de paix qui ont abouti aux Accords d'Oslo. Je crois qu'il est nécessaire de reprendre les pourparlers de paix et de progresser sur la voie de la solution des deux États.

S'agissant de l'Afghanistan, nous devons apprendre à travailler ensemble dans le nouveau contexte, en particulier avec les pays voisins, afin de remédier à la crise humanitaire et d'empêcher une déstabilisation plus profonde dans la région. Nous ne pouvons pas nous permettre de baisser la garde face à la menace terroriste existante et réelle, qui a déjà frappé lourdement en pleine opération d'évacuation. On ne peut absolument pas laisser l'Afghanistan devenir à nouveau un sanctuaire pour les terroristes.

L'Espagne est fermement attachée à la cause de la paix et de la sécurité internationales. Nous déployons nos hommes et nos femmes, civils comme militaires,

dans les missions des Nations Unies au Liban, au Mali, en République centrafricaine et en Colombie. Nous travaillons aux côtés de l'OTAN en Iraq, dans les pays baltes et en Méditerranée. Par ailleurs, le fait que nos contingents représentent plus de 25 % de la force militaire de l'Union européenne à l'étranger, en particulier au Sahel, témoignage de notre détermination claire à donner plus d'autonomie stratégique à l'Union européenne et à renforcer notre politique commune de sécurité et de défense.

Le 31 décembre 2020, avec la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, l'Espagne et le Royaume-Uni sont parvenus à un arrangement bilatéral sur la question de Gibraltar. Cet arrangement devrait servir de base à la future relation du territoire avec l'Union européenne, étant donné qu'un accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni au sujet de Gibraltar devrait être conclu sous peu.

Cet accord doit pleinement respecter la doctrine de l'ONU concernant le territoire, à quoi l'Espagne adhère sans réserve. Il doit également respecter la position juridique de mon pays quant à sa souveraineté et sa juridiction à l'égard du territoire. Notre objectif, en somme, est d'œuvrer à la création d'un espace de prospérité sociale et économique qui englobe toute la zone de Gibraltar et du Campo de Gibraltar.

La défense de l'ordre international fondé sur des règles et des institutions est une priorité stratégique pour le Gouvernement espagnol. Nous en avons fait la démonstration il y a un an, avec le Premier Ministre de la Suède, lorsque nous avons lancé une initiative avec un groupe de pays de différentes régions qui étaient prêts à exercer leur leadership pour appuyer le multilatéralisme et le renforcer au moyen d'interventions concrètes.

Depuis lors, nous travaillons ensemble pour donner corps aux engagements pris dans la déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1). Nous apprécions les efforts déployés par le Secrétaire général pour présenter son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), dont nous sommes déterminés à favoriser la mise en œuvre.

L'histoire nous enseigne qu'aucun pays ne peut atteindre un objectif important par l'unilatéralisme, l'individualisme ou à lui seul, dans un monde de plus en plus mondialisé et international. L'ennemi du multilatéralisme est l'extrémisme. Ne nous laissons pas tromper par ceux qui, par égoïsme ou individualisme, voudraient

nous faire croire que les causes collectives qui nous unissent ne valent pas la peine d'être défendues. Dans ce contexte, où l'équilibre du monde bipolaire continue de changer, j'estime que l'Union européenne doit assumer, avec force et détermination, le rôle directeur qui lui revient. Il y a des implications très concrètes à cela, à commencer par la nécessité pour l'Union de gagner en autonomie stratégique et de consolider sa politique de sécurité et de défense.

Je tiens en particulier à insister sur notre volonté de renforcer l'Alliance de l'Atlantique Nord et de l'adapter aux défis mondiaux d'aujourd'hui et de demain. L'Espagne travaillera résolument et avec détermination pour faire en sorte que le prochain sommet de l'OTAN, qui aura lieu à Madrid en 2022, aboutisse à un nouveau concept stratégique fournissant à l'organisation les instruments et mécanismes nécessaires pour relever les défis des décennies à venir.

J'ai commencé mon allocution par une référence aux centaines de citoyens afghans qui sont arrivés le 21 août, grâce au travail conjoint avec nos partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN. Je n'y vois pas une victoire ; je veux plutôt que cela nous serve de rappel pour ne pas oublier toutes les personnes dans le monde qui restent injustement prises au piège, persécutées et menacées par les ennemis du progrès et de la tolérance.

Vu l'ampleur du drame, nos efforts d'évacuation peuvent paraître bien peu de choses. Cependant, nous devons garder à l'esprit que chaque personne est un être humain, avec ses rêves, ses désirs et ses capacités. La vie de ces gens est égale à la nôtre, et ces gens méritent une nouvelle chance d'avancer. Nous devrions donc y trouver matière à encouragement pour continuer de travailler au service d'autrui. Je m'inquiète en particulier pour les femmes et les filles, qui ont joué un rôle si essentiel dans le développement de l'Afghanistan ces dernières années. Aujourd'hui, l'avenir des enseignantes, des avocates, des femmes journalistes et des femmes politiques afghanes est menacé. Nous devons placer les droits et les libertés de milliers de femmes et de filles au centre de nos priorités, car aucune société ne peut être viable en promouvant la moitié de sa population tandis que l'autre moitié reste assujettie.

Je voudrais également appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les presque 10 millions d'enfants afghans dont la survie dépend de l'aide humanitaire, comme l'a rappelé l'UNICEF. La crise alimentaire que connaît le pays en raison de la sécheresse s'est aggravée

au point qu'il est au bord d'une énorme catastrophe humanitaire. Par conséquent, la prévenir doit être notre priorité absolue aujourd'hui.

La crise en Afghanistan a conduit certains à s'interroger sur le rôle que certains pays jouent sur la scène internationale. Face à ces interrogations, je voudrais affirmer aujourd'hui que le modèle démocratique est le seul à même de garantir la défense et la protection des droits de l'homme et des libertés individuelles, et qu'il restera le phare et le guide de nos actions. Nous continuerons de soutenir que toute société humaine, où que ce soit sur cette planète, peut vivre selon les principes fondamentaux de liberté, de dignité, de justice sociale et de participation, dans le respect des lois convenues, de la volonté des majorités et des droits des minorités, et en respectant en définitive un code qui est au-dessus de toute autre nature ou identité, à savoir celui des droits de l'homme.

La lutte pour la démocratie ne concerne pas seulement l'Afghanistan. Elle concerne les cinq continents, et se déroule également dans les pays les plus développés du monde. C'est un combat quotidien contre celles et ceux qui veulent imposer l'inégalité au profit de quelques-uns ; celles et ceux qui cherchent à exclure ou à culpabiliser les minorités les plus vulnérables ; celles et ceux qui appellent à la haine pour des motifs liés à l'origine, au sexe ou à la croyance ; celles et ceux qui appellent à des murs et à des frontières pour empêcher les idées d'égalité, de liberté et de fraternité de progresser.

Il ne fait aucun doute que la démocratie est menacée. Nous devons en être conscients. Il ne s'agit pas d'un cadeau qui nous a été offert, mais d'une conquête historique longue et difficile, dont nous devons prendre soin et que nous devons protéger ensemble. Alors que l'histoire s'accélère, que l'ordre mondial connaît de profonds bouleversements et que de nouvelles façons de se développer et d'habiter notre monde apparaissent, je demande que nous missions davantage sur la démocratie. Pour cette raison, ce projet commun que des millions d'êtres humains partagent et qui reste celui qui nous accueille tous dans des conditions d'égalité en vaut la peine. Il n'existe aucune raison raciale, culturelle, historique ou anthropologique qui justifie qu'on porte atteinte à la liberté. C'est pourquoi la démocratie est la seule voie possible.

Je ne doute pas que la démocratie soit le système le plus efficace pour améliorer la vie des populations, accroître leur prospérité et créer des perspectives

d'avenir. Mais la démocratie n'a pas non plus besoin d'explications ni d'alibis. Par conséquent, qu'il me soit permis de conclure mon intervention en citant un grand homme politique social-démocrate espagnol de la première moitié du siècle dernier, Fernando de los Ríos. Lorsqu'on lui a demandé : « La liberté pour quoi faire ? », il a simplement répondu : « La liberté pour être libre ».

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Pedro Sánchez Pérez-Castejón, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne, est escorté de la tribune.

Allocution de M^{me} Erna Solberg, Première Ministre du Royaume de Norvège

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Norvège, qui va présenter l'allocation de la Première Ministre du Royaume de Norvège.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Erna Solberg, Première Ministre du Royaume de Norvège.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Première Ministre du Royaume de Norvège.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe IV et voir A/76/332/Add.4).

Allocution de M. Boris Johnson, Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la Fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la Fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

M. Boris Johnson, Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la Fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à M. Boris Johnson, Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la Fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Johnson (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie les membres – les quelques fidèles – qui sont restés jusqu'à la fin de la séance très importante de ce jour. Il est vraiment bon de voir mon public.

Une inspection du registre fossile sur les 178 millions d'années écoulées depuis la première apparition des mammifères montre que l'espèce de mammifère moyenne – et nous sommes tous des mammifères – existe pendant environ 1 million d'années, avant d'évoluer en autre chose ou de s'éteindre et disparaître. Sur la durée de vie de 1 million d'années qui nous est allouée, l'humanité – Homo sapiens – est là depuis à peu près 200 000 ans. Autrement dit, nous sommes encore, collectivement, un gamin.

Si nous ramenons ce million d'années à la longévité d'un être humain, soit approximativement 80 ans, nous en sommes aujourd'hui à nos 16 ans. Nous voilà arrivés à cet âge fatidique où nous savons globalement conduire, ouvrir le verrou de la cave à vin des parents et nous livrer à toutes sortes d'activités potentiellement embarrassantes mais surtout fatales pour nous-mêmes et pour autrui.

Pour reprendre les mots de Toby Ord, philosophe d'Oxford, nous sommes juste assez vieux pour nous attirer de sérieux ennuis. Une partie de notre esprit s'accroche encore à la croyance infantile que le monde a été conçu pour nous satisfaire et nous faire plaisir. À ce narcissisme s'ajoute la présomption de notre propre immortalité. Nous croyons que quelqu'un d'autre va nettoyer le désordre que nous avons créé, car cela a toujours été le cas. Nous détruisons nos habitats encore et encore, avec le raisonnement inductif que puisque nous nous en sommes tirés jusqu'à présent, nous nous en tirerons encore.

L'adolescence de l'humanité touche et doit toucher à sa fin. Nous approcherons de ce tournant critique dans moins de deux mois, dans un peu plus de 40 jours, lorsque nous devons montrer que nous sommes capables d'apprendre, de mûrir et d'assumer enfin notre part de responsabilité dans la destruction de notre planète, mais aussi de nous-mêmes.

Il est temps pour l'humanité de grandir. Il est temps pour nous d'écouter les avertissements des scientifiques. L'exemple de la maladie à coronavirus (COVID-19) nous montre que les scientifiques pessimistes avaient raison. Il est temps pour nous de grandir et de comprendre qui nous sommes et ce que nous faisons.

Le monde, cette précieuse sphère bleue, avec sa croûte semblable à une coquille d'œuf et son atmosphère si fine, n'est pas un jouet indestructible, un château gonflable en plastique dans lequel nous pouvons faire des culbutes à cœur joie. Chaque jour, chaque semaine, nous causons des dommages irréversibles à tel point que, bien avant un million d'années, nous aurons rendu cette belle planète effectivement inhabitable, non seulement pour nous, mais aussi pour de nombreuses autres espèces.

C'est pourquoi la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), le sommet qui se tiendra bientôt à Glasgow, constitue un tournant pour l'humanité. Nous devons limiter à 1,5 °C la hausse des températures, dont les effets effroyables étaient même visibles cet été. Nous devons nous unir pour atteindre une maturité collective. Nous devons montrer que nous avons la maturité et la sagesse nécessaires pour agir.

Nous pouvons y arriver. Même au cours de ces 16 dernières années, pour ainsi dire, dans cette jeunesse insouciant que nous venons de dépasser, nous avons montré notre savoir-faire. Nous avons exploité l'énergie propre du vent, des vagues et du soleil. Nous avons libéré l'énergie de l'atome lui-même et de l'hydrogène. Nous avons trouvé des moyens de stocker cette énergie dans des batteries de plus en plus puissantes, et même dans du sel fondu. Nous disposons des outils nécessaires pour lancer une révolution industrielle verte. Nous avons les outils, mais le temps nous fait cruellement défaut.

Il y a deux jours, ici à New York, nous avons tenu une réunion au cours de laquelle nous avons entendu les dirigeants des pays les plus menacés par les changements climatiques, à savoir les Îles Marshall, les Maldives, le Bangladesh et bien d'autres, et ils nous ont parlé des ouragans, des inondations et des incendies provoqués par les phénomènes météorologiques extrêmes que le monde connaît déjà. La tragédie, c'est qu'en raison de notre inaction passée, il faut s'attendre à de nouvelles hausses des températures, qui sont inévitables. J'ai bien

dit inévitables. Si nous continuons sur cette lancée, les températures augmenteront de 2,7 °C ou plus d'ici à la fin du siècle.

Je ne parle même pas des conséquences pour les calottes glaciaires, qui fondent comme des glaçons dans un martini ici à New York. Nous assisterons à la désertification, à des sécheresses, aux mauvaises récoltes et aux déplacements massifs des populations à une échelle jamais vue auparavant, non pas à cause d'un phénomène naturel ou d'une catastrophe imprévue, mais à cause de nous, à cause de ce que nous faisons maintenant. Nos petits-enfants sauront que nous sommes les coupables, et ils sauront que nous savions, que nous étions avertis. Ils sauront que c'est cette génération qui était sur le devant de la scène pour parler et agir en leur nom, au nom de la postérité, et que nous avons raté le coche. Ils se demanderont quel genre de personnes nous étions pour être si égoïstes et si peu prévoyants.

Dans 40 jours à peine, le monde devra se rendre à Glasgow pour prendre les engagements nécessaires. Il ne s'agit pas d'arrêter la hausse des températures, car cela est impossible. Il est trop tard pour arrêter la hausse des températures. Toutefois, pour limiter cette augmentation à 1,5 °C, nous devons nous engager collectivement à atteindre la neutralité carbone – zéro émission nette – d'ici au milieu du siècle. Ce sera un moment extraordinaire si nous y parvenons, car cela signifiera que, pour la première fois depuis des siècles, l'humanité ne rejette plus de carbone dans l'atmosphère, n'épaissit plus cette couverture invisible qui réchauffe la planète.

Il est fantastique qu'à l'ONU, des pays qui représentent 70 % du produit intérieur brut mondial se soient désormais engagés à atteindre cet objectif de zéro émission nette. Je suis fier de dire que lorsque mon ami et collègue Alok Sharma, le Président désigné de la COP 26, a commencé sa mission, ses pérégrinations à travers le monde, ce chiffre ne représentait que 30 % du produit intérieur brut mondial.

Nous sommes en train d'y arriver. C'est sur ce point que je veux insister. Nous pouvons aller plus loin, et si nous voulons limiter la hausse des températures, nous devons aller plus loin et plus vite. Il faut que tous les pays, tous les pays représentés dans cette salle aujourd'hui, intensifient leurs efforts et s'engagent en faveur de réductions drastiques d'ici à 2030. Je suis absolument convaincu, et je crois passionnément, que nous pouvons y arriver en prenant des engagements dans quatre domaines, et je veux que l'Assemblée s'en

souviens : le charbon, les voitures, l'argent et les arbres. Je répète : le charbon, les voitures, l'argent et les arbres. C'est très simple.

Soit dit en passant, je ne fais pas partie de ces écologistes qui prennent un plaisir moral à réprimander l'humanité pour ses excès. Pour moi, le mouvement vert n'est pas un prétexte pour mener un assaut frontal contre le capitalisme, loin de là. L'expérience de la pandémie de COVID-19 montre que la solution aux problèmes passe par la science et l'innovation, ainsi que par des avancées et des investissements qui sont possibles grâce au capitalisme et au libre marché.

C'est grâce à notre foi prométhéenne dans les nouvelles technologies vertes que nous sommes en train de réduire les émissions au Royaume-Uni. Quand j'étais enfant, nous produisions près de 80 % de notre électricité à partir du charbon. Je sais que certaines des délégations présentes dans la salle ce soir viennent de pays qui dépendent très fortement du charbon. Cependant, au Royaume-Uni, ce pourcentage s'élève désormais à 2 % ou moins, et le charbon aura totalement disparu de notre mix énergétique d'ici à 2024.

Nous avons installé d'immenses et magnifiques parcs éoliens dans les prairies englouties de Doggerland, entre la Grande-Bretagne et la Hollande, dans la mer du Nord. En fait, nous produisons tellement d'énergie éolienne en mer que j'envisage de changer de nom et de porter désormais le nom de « Boreas Johnson » en l'honneur du dieu du vent du Nord. Me voilà en train de faire une allusion à la mythologie à cette heure tardive pour voir si les délégations sont attentives. Je sais que notre projet est ambitieux : les pays en développement doivent renoncer à utiliser du charbon d'ici à 2040 et les pays développés d'ici à 2030. Cependant, l'expérience du Royaume-Uni montre que cela est non seulement faisable, mais aussi rentable.

D'ailleurs, je tiens à remercier le Président chinois Xi pour ce qu'il vient de faire pour mettre un terme au financement international du charbon par la Chine, et j'espère que la Chine ira plus loin et cessera également d'utiliser le charbon au niveau national. Ne serait-ce pas merveilleux ? L'expérience du Royaume-Uni montre que cela est possible.

Lorsque j'ai été élu maire de Londres, il y a tout juste 13 ans, je voulais à tout prix encourager l'utilisation de véhicules électriques. Nous avons sillonné la ville pour y installer des bornes de recharge. À l'époque, les bornes de recharge étaient des objets plutôt délaissés

et peu utilisés. Cependant, aujourd'hui, la situation a totalement changé : le marché des véhicules électriques croît à un rythme extraordinaire, de près de deux tiers par an. L'entreprise Nissan est désormais suffisamment confiante pour investir 1 milliard de livres dans une nouvelle usine de véhicules électriques et une gigafactory de batteries. C'est parce que mon gouvernement a fixé une date limite stricte, à savoir 2030, pour la vente de nouveaux véhicules à moteur à combustion interne utilisant des hydrocarbures, la date limite la plus ambitieuse de toute l'Europe. Une fois de plus, nous appelons le monde à s'unir pour faire progresser ce marché sobre en carbone de manière à ce que, d'ici à 2040, il n'y ait plus que des véhicules à émission zéro en vente dans le monde.

Mon propos, c'est que nous pouvons opérer ces réductions massives de la pollution et des émissions tout en favorisant l'emploi et la croissance. Nous avons réduit nos émissions de gaz à effet de serre de 44 % au cours des 30 dernières années, tout en augmentant notre produit intérieur brut de 78 %, et nous nous apprêtons à aller plus loin en donnant effet à l'une des plus importantes contributions déterminées au niveau national (CDN) actuellement proposées. Les CDN sont la promesse qu'il a été demandé à chaque pays de faire, à l'approche de la COP 26, en termes de réduction du carbone.

Nous allons baisser de 68 % d'ici à 2030, par rapport au niveau où nous étions en 1990. Nous parions gros sur l'hydrogène. Nous allons augmenter nos capacités nucléaires. La logique d'opter pour un recours accru aux énergies renouvelables apparaît clairement quand on voit le pic atteint par les prix des hydrocarbures, en particulier le gaz. Nous aidons les gens à réduire les émissions de dioxyde de carbone de leur propre foyer en mettant leur logement aux normes et en allant vers de nouvelles sources de chauffage. Nous travaillons à la conception d'un « jet zéro », le premier grand avion à passagers sans carbone ni culpabilité. Nous sommes également conscients qu'il ne s'agit pas seulement d'apporter des correctifs techniques à la technologie, pour réduire le dioxyde de carbone ; il nous faut aussi travailler ensemble à l'échelle mondiale pour rétablir l'équilibre entre l'humanité et la nature – équilibre dont la survenue d'une pandémie zoonotique, par exemple, a amplement prouvé qu'il était désespérément détraqué.

Nous devons arrêter et renverser la perte d'arbres et de biodiversité d'ici à 2030. Nous devrions atteindre cet objectif en nous engageant à le faire à la COP 26 dans

exactement 40 jours. C'est pourquoi, au Royaume-Uni, nous sommes déterminés à embellir le paysage et à renforcer notre protection contre les inondations en plantant des millions d'arbres supplémentaires – de beaux arbres qui enrayerent l'érosion des sols, offrent des habitats aux insectes, aux animaux et aux mammifères, et qui, évidemment, aident à fixer le carbone dans l'atmosphère. Nous devons en outre travailler en vue du sommet crucial des Nations Unies sur la biodiversité, à Kunming (Chine).

D'ailleurs, en parlant de planter des arbres, nous allons en planter des millions au Royaume-Uni, mais j'ai été totalement soufflé par la promesse pakistanaise. En effet, j'invite chacun à suivre l'exemple d'Imran Khan, du Pakistan, qui a pris l'engagement de planter 10 milliards d'arbres au Pakistan, et qui s'y tient.

Il est très important que, dans le monde développé, nous assumions notre obligation d'aider les pays moins développés à faire le chemin vers l'adoption de ces technologies. Nous devons être honnêtes. C'est nous, au Royaume-Uni, nous, en Grande-Bretagne, qui avons lancé cette révolution industrielle basée sur les hydrocarbures. Nous avons été les premiers à envoyer de grands nuages de fumée âcre en direction du paradis, dans des proportions assez larges pour déranger l'ordre naturel. Même si dans les faits, bien sûr, nous faisons quelque chose de plutôt merveilleux en un sens – nous mettions en branle une nouvelle ère technologique qui allait en soi donner lieu à une réduction massive de la pauvreté à l'échelle planétaire, émancipant des milliards de personnes dans le monde entier – et bien que la révolution industrielle ait donc été fondamentalement une bonne chose, nous commençons aussi, involontairement, à matelasser le grand couvre-théière du dioxyde de carbone aux quatre coins du monde.

Nous comprenons donc que, quand le monde en développement nous demande de l'aide, nous devons prendre nos responsabilités. C'est la raison pour laquelle, il y a deux ans, la dernière fois que je suis venu à l'Assemblée générale, j'ai fait la promesse que le Royaume-Uni fournirait 11,6 milliards de livres pour aider le reste du monde à faire face aux changements climatiques. Je veux que l'Assemblée sache que, malgré toutes les pressions exercées par la COVID-19 sur nos finances au Royaume-Uni, nous avons tenu cette promesse à la lettre. Par conséquent, je suis très heureux de certaines des promesses, fort encourageantes, que nous avons entendues dans cette salle, notamment de la part du Danemark, et à présent la promesse d'une

contribution très importante des États-Unis, qui nous amène tout près des 100 milliards de dollars dont nous avons besoin chaque année.

Cependant, nous devons aller plus loin. Nous devons être clairs sur le fait que l'argent public – l'argent public à lui seul – ne va pas suffire. Nous devons travailler ensemble pour que les institutions financières internationales, dont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, collaborent avec les gouvernements du monde entier afin de mobiliser le secteur privé. Ce sont les milliers de milliards de dollars du secteur privé qui permettront aux nations en développement et au monde entier – nous tous – d'opérer les changements nécessaires. Pour donner un exemple, c'est le Gouvernement du Royaume-Uni qui a fixé le prix d'exercice pour que le secteur privé fasse son entrée et transforme notre pays en Arabie saoudite de l'éolien, pour ainsi dire. Nous ne ressemblons pas à l'Arabie saoudite à bien des égards, mais quand il est question de vent de terre, nous produisons plus d'énergie éolienne offshore que n'importe quel autre pays du monde.

Sur la seule journée d'hier, la première obligation verte souveraine du Royaume-Uni a levé 10 milliards de livres sur les marchés, grâce à des investisseurs lucides qui veulent gagner de l'argent. Ce que je veux dire par là, c'est que non seulement ces investissements aident les pays du monde à lutter contre les changements climatiques, mais en plus ils produiront des millions – littéralement des millions dans les décennies à venir – et des millions d'emplois à haut niveau de compétence et à revenu élevé. La population active d'aujourd'hui et la prochaine génération de travailleurs à col vert auront la satisfaction supplémentaire de savoir qu'en plus d'être bien rémunérées elles font quelque chose d'utile, en fournissant de l'énergie verte et en aidant à sauver la planète en même temps. Chaque jour, des start-ups vertes produisent de nouvelles idées, comme le fait de nourrir les vaches aux algues pour restreindre leurs signes traditionnels d'approbation digestive, ou le fait d'utiliser l'intelligence artificielle et la robotique pour améliorer la production alimentaire, ou de piéger du dioxyde de carbone pour le mettre dans des brownies, et ainsi de suite. Ce sont ces avancées technologiques qui réduiront les coûts pour les consommateurs afin que nous n'ayons rien à craindre et tout à gagner de cette révolution industrielle verte.

Quand Kermit la grenouille chantait « Ce n'est pas facile d'être vert » – tout le monde s'en souvient – il avait tort. Je veux que les membres de l'Assemblée

sachent que c'est facile. Et ce n'est pas seulement facile ; c'est aussi lucratif. C'est bien d'être vert, même si Kermit était malpoli sans raison avec Miss Piggy. C'est facile d'être vert car nous avons la technologie qu'il faut, comme nous avons l'habitude de le dire quand j'étais gamin. Nous pouvons le faire. Dans 40 jours, nous aurons le choix.

Le poète Sophocle est souvent cité – en tout cas par moi – comme disant qu'il y a beaucoup de choses terrifiantes dans le monde mais qu'aucune n'est plus terrifiante que l'humanité. Il est certainement vrai que Sophocle avait raison, en percevant que notre espèce est capable comme nulle autre de sa propre destruction et de la destruction de tout ce qui l'entoure. Sauf que si l'on regarde les Grecs, ce que Sophocle disait en réalité, c'est que l'humanité est formidable.

Nous sommes à la fois terrifiants et formidables. Je pense qu'il avait raison sur ce point. Nous avons le pouvoir formidable de changer les choses – et pour le meilleur – et le pouvoir formidable de nous sauver nous-mêmes. Durant les 40 prochains jours, il nous faut choisir – le monde doit choisir – dans quel genre nous allons être formidables.

Pour revenir à ma métaphore de l'adolescence, j'espère que la COP 26 sera une fête de seizième anniversaire pour l'humanité – pas une fête ratée, mais une

fête où nous choisirons de grandir, de reconnaître l'ampleur du défi qui se pose à nous et de faire ce que la postérité exige que nous fassions à tout prix.

J'invite par conséquent les membres de l'Assemblée générale à venir en novembre et à participer, par leurs actes, à ce qui sera, je l'espère, un passage universel à l'âge adulte et à souffler les bougies d'un monde en feu. Voilà ce que, selon moi, nous devrions faire. Je remercie les États Membres des engagements qu'ils prennent. J'espère qu'ils se montreront plus ambitieux encore et feront le nécessaire.

Monsieur le Président, je vous verrai à Glasgow.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la Fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Boris Johnson, Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la Fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté de la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat général pour la présente séance. Nous poursuivrons le débat général demain à 9 heures dans cette salle.

La séance est levée à 21 h 10.

Annexe I**Allocution de M. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République togolaise**

[Original: français]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous adresser mes chaleureuses félicitations et mes meilleurs vœux à l'occasion de la soixante-seizième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation.

Je tiens également à rendre un hommage appuyé au Secrétaire général, M. António Guterres, qui a su, avec son équipe, réinventer l'appareil administratif de l'Organisation des Nations Unies pour l'adapter au contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), évitant ainsi toute paralysie fonctionnelle de l'Organisation.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Le thème autour duquel nous nous réunissons cette année constitue en fait un appel à l'action. Il nous invite, de façon pressante, à agir immédiatement dans le domaine de la santé, pour mettre fin à la pandémie de COVID-19 qui n'a que trop duré. Il nous appelle à nous attaquer aux nombreuses dimensions sociales et économiques de la crise sanitaire.

Monsieur le Président,

Comme celle qui la précède, l'année 2021 est, elle aussi profondément marquée par les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19. Il y a quelques mois, alors que l'espoir d'une éradication progressive de la pandémie naissait, grâce notamment aux prouesses scientifiques qui ont permis de doter le monde de vaccins, les multiples rebonds inquiètent et le variant Delta finit par nous contraindre à relever, une fois de plus, notre niveau de vigilance. En effet, la pandémie a induit un important rebond de la misère et contribué à creuser davantage les inégalités sociales et l'écart entre les pays développés et ceux en voie de développement.

Selon la Banque mondiale, la pandémie a déclenché la première récession en Afrique subsaharienne depuis 25 ans. La situation est particulièrement préoccupante dans les pays aux économies fragiles, en particulier les pays les moins avancés.

Pour surmonter les chocs de la pandémie de COVID-19, il est urgent que nous nous penchions sérieusement sur la question de la dette des pays en développement. Tout en saluant la décision du Groupe des Vingt d'approuver, depuis l'an dernier, l'Initiative de suspension du service de la dette, je voudrais exhorter la communauté internationale à répondre favorablement aux conclusions du Sommet de Paris sur le financement des économies africaines pour permettre à nos pays de surmonter les effets de la pandémie et d'assurer une reprise économique durable post-COVID-19.

Par ailleurs, mon pays apporte son soutien au dispositif accélérateur "ACT", codirigé par la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, Gavi, l'Alliance du vaccin, et l'Organisation mondiale de la Santé, en partenariat avec l'UNICEF et la Banque Mondiale. L'axe de travail COVAX de cette coalition permet aujourd'hui d'accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19. Si cette initiative a contribué à faciliter l'accès aux vaccins des populations les plus défavorisées, la fracture vaccinale reste encore très prononcée et les résultats, largement en-deçà des attentes de ce programme. En effet, pendant que dans les pays du Nord, plus de 50 % de la population ont déjà été déjà vaccinés, en Afrique par exemple, environ 1 % a reçu le vaccin.

Nos efforts pour éradiquer cette pandémie ne peuvent aboutir sans une égale répartition des vaccins disponibles pour permettre aux populations des pays africains de se faire vacciner massivement.

À cet effet, nous encourageons et soutenons les efforts en cours visant à permettre un accès équitable aux vaccins afin d'assurer de manière effective une immunité collective mondiale.

Monsieur le Président,

À l'image de la disparité qui existe dans l'exercice du droit au vaccin, la reprise mondiale, elle aussi, risque de fractionner le monde en deux blocs. D'un côté, la plupart des économies avancées, qui ont accès aux vaccins et qui peuvent espérer une normalisation rapide des activités ; de l'autre, les pays qui n'y ont pas ou peu accès et qui restent confrontés à une résurgence des infections et à l'augmentation du nombre de décès. Ce tableau d'un monde bipolarisé face à une adversité commune n'est pas celui que nous voulons.

Il est donc de notre responsabilité de faire en sorte que la reprise mondiale bénéficie à tous. Face aux défis actuels du monde, le multilatéralisme ne peut plus se contenter d'être juste un mécanisme diplomatique parmi d'autres. Il doit servir à façonner un ordre mondial, une manière bien particulière d'organiser les relations internationales, qui s'appuie sur la coopération, l'état de droit, l'action collective et les principes d'une coprosperité planétaire.

Monsieur le Président,

L'urgence du moment n'est pas que sanitaire, elle est aussi environnementale. Le climat présente actuellement des signes alarmants. Les changements climatiques représentent le plus grand défi auquel l'humanité est confrontée depuis ces dernières décennies.

La menace que fait peser le réchauffement global sur les sociétés humaines et les écosystèmes est croissante. Les effets désastreux des changements climatiques sur tous les continents sont prégnants, notamment la fonte des glaciers, les ouragans, l'élévation du niveau de la mer et les sécheresses qui favorisent des feux sur des régions entières, plongeant nos populations dans une vulnérabilité profonde.

Plus inquiétant encore, le rapport annuel sur l'écart entre les besoins ou les attentes et les perspectives en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre indique que même si tous les engagements inconditionnels actuels pris dans le cadre de l'Accord de Paris sont mis en œuvre, les températures augmentent nécessairement de 3,2°C, ce qui aurait des conséquences climatiques encore plus étendues et plus destructrices.

Les efforts collectifs actuels devront donc être multipliés par cinq pour atteindre l'objectif de réduction des émissions de 1,5°C ainsi que le préconise le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sur les changements climatiques et les terres émergées.

Nous devons agir et le faire maintenant. C'est pourquoi mon pays encourage les Gouvernements, les entreprises, les villes et toutes les institutions financières à adhérer à la Coalition mondiale pour parvenir à la neutralité carbone. Nous nous réjouissons également que dans la perspective de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatique (COP 26) à Glasgow, en Écosse, les pays représentant plus de 65 % des émissions mondiales de carbone aient pris des engagements ambitieux en la matière et appelons les autres à les rejoindre.

Monsieur le Président,

Dans mon pays, le Togo, bien que l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les investissements publics en faveur des secteurs sociaux de base ralentisse fortement nos efforts pour promouvoir le développement humain en lien avec les objectifs de développement durable, la sécurité humaine et le bien-être des populations demeurent au cœur de la politique générale du Gouvernement. Cette nécessité guide au quotidien les initiatives sectorielles en donnant la priorité aux groupes les plus vulnérables que sont les femmes, les enfants et les jeunes.

La feuille de route gouvernementale adoptée au lendemain de la pandémie, en lien avec le Plan national de développement, traduit notre vision commune, celle de faire du Togo un pays de cohésion et de paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable.

L'atteinte de nos objectifs passe par la réalisation d'actions concrètes qui garantissent, entre autres, l'accès à l'eau potable, l'accès à une éducation et à des soins de qualité, l'accès à l'énergie, l'entrepreneuriat rural et l'agrobusiness, la productivité et la création de richesses, l'emploi et l'autonomisation des femmes et des jeunes, la protection sociale.

De manière spécifique, tout en maintenant une constance dans les progrès déjà réalisés en matière de croissance économique, de réduction de la pauvreté, le Togo ne ménagera aucun effort pour garantir aux populations une véritable harmonie sociale, gage d'un développement inclusif.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Le 26 juillet dernier, l'Assemblée générale a décidé de convoquer la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle, sous les auspices de son président, pour 2023. Dans la même logique et afin de garantir l'accès de toutes les couches de la population à des soins de santé de qualité à travers un mécanisme de mutualisation des risques, le Gouvernement togolais a adopté la loi instituant l'assurance maladie universelle afin de permettre aux Togolais de mener une vie saine et de connaître le bien-être tout au long de celle-ci.

Il en est de même du programme national d'accompagnement médical et financier de la femme enceinte et du nouveau-né, dénommé "Wezou", lancé officiellement le 26 août 2021 et qui entend contribuer à la réduction significative de la mortalité

maternelle et néonatale. Cette couverture contribuera à améliorer les indicateurs de la santé de la mère et de l'enfant par la gratuité des soins prénataux et maternels pour toutes les femmes enceintes.

Dans le domaine de l'éducation, il convient de souligner qu'après la gratuité des frais de scolarité au préscolaire et au primaire, l'extension progressive des cantines scolaires à l'ensemble des élèves des écoles primaires publiques, la mise en place d'un système de couverture sociale et médicale, le Gouvernement vient de décider, pour le compte de l'année 2021-2022, l'exemption de tout frais de scolarité en faveur des élèves des collèges et lycées publics du Togo.

Cette dernière mesure, qui vise à soulager les parents en leur permettant de préparer sereinement la reprise des classes, s'ajoute à la liste des nombreuses décisions prises par le Gouvernement afin de juguler les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19 sur les populations togolaises.

En matière de lutte en faveur de l'équité et de l'égalité de genre, de l'avancement des droits des femmes et des filles, mon pays a fait des progrès significatifs ces dernières années. Ainsi, la représentation des femmes dans les instances décisionnelles a évolué, passant de 23 % en 2019 à 35 % en 2021. C'est dans cette dynamique que le Togo a adhéré au mouvement de solidarité mondiale pour plus d'égalité et d'équité de genre dénommé « HeForShe », lancé par ONU-Femmes et dont la campagne nationale a été officiellement lancée à Lomé, le 23 juillet 2021.

Dans le domaine des affaires, le Togo maintient son engagement pour l'amélioration d'un climat propice, favorable à l'éclosion et à la compétitivité des entreprises togolaises et nécessaire à l'attrait des investissements. Les efforts déployés à ce jour ne sont pas vains, en témoigne le classement du Togo dans le rapport 2021 sur l'investissement dans le monde, publié par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en tant que pays de choix des investissements étrangers directs en 2020, avec une progression de 85 % par rapport à 2019.^[1] Les résultats engrangés à ce jour ne font que conforter notre ambition de faire du Togo un centre industriel avec un fort accent sur le partenariat public-privé. Ceci s'est d'ailleurs traduit par la mise en activité de la Plateforme industrielle d'Adétikopé, l'un des jalons majeurs de notre politique de développement. Ce nouveau parc industriel a pour vocation de combler le manque à gagner local dû à l'exportation des matières premières brutes. Concrètement, il s'agira de créer des chaînes à haute valeur ajoutée grâce à la promotion de l'industrie locale dans les secteurs agro-industriels, tels que le coton, le soja, le sésame, le café, le cacao et la volaille.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Pendant plus de 75 ans, notre Organisation a œuvré sans relâche à la promotion de la paix et de la sécurité internationales, notamment à travers l'alerte rapide et la prévention des conflits, l'assistance électorale et l'observation des processus électoraux, ainsi que le maintien et la consolidation de la paix. Mais la menace s'intensifie et se diversifie. Partout sur notre planète, l'intolérance et l'extrémisme religieux font de nombreuses victimes.

L'Afrique paie le plus lourd tribut. Une réponse mondiale est donc urgente pour soutenir les efforts des pays africains et des organisations régionales pour lutter contre ce fléau qui menace de s'installer durablement sur le continent.

Pour ce faire, les difficultés de financement du Groupe de cinq États du Sahel (G5 Sahel) et même de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) doivent être surmontées diligemment. Il est en effet incompréhensible qu'à ce jour, près de 50 % des contributions annoncées n'aient pas été décaissées et que la MINUSMA soit, elle aussi, confrontée à des contraintes budgétaires pour assurer son soutien logistique au G5 Sahel.

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Mesdames et Messieurs,

La prospérité mondiale repose sur la paix et la stabilité dans les régions touchées par des conflits. Dès lors, le Togo réitère l'appel commun des États membres du G7+ en vue d'un cessez-le-feu global, partout sur la Terre.

Je reste convaincu que grâce à la mutualisation de nos efforts, la présente session de l'Assemblée générale contribuera significativement à renforcer la détermination de nos États à faire de notre planète un monde plus sûr et pleinement engagé pour le bien-être de nos peuples.

Je vous remercie.

Annexe II

Allocution de M. Omar Guelleh, Président et Chef du Gouvernement de la République de Djibouti

[Original : français]

Louange à Dieu, que la paix et la bénédiction soient sur le Prophète, sa famille et ses compagnons

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Excellences, Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Je souhaite de prime abord vous féliciter très chaleureusement pour votre brillante élection à la tête de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

Nous adhérons à la vision fondée sur l'espoir que vous avez articulée et que, nous en sommes convaincus, vous déploierez au cours de votre mandat.

Je vous exprime mes vœux de succès et vous assure du plein soutien de mon pays.

Notre gratitude va également à l'endroit de votre prédécesseur, M. Volkan Bozkır, et nous le félicitons pour son extraordinaire engagement au cours d'une année éprouvante, difficile et incertaine.

Je souhaite également exprimer notre profonde gratitude au Secrétaire général pour la soumission de son rapport intitulé *Notre Programme Commun* (A/75/982). Nous saluons l'analyse pénétrante des menaces qui pèsent sur la planète, la prospérité et la paix mondiale qu'il contient, et les recommandations pertinentes pour une sortie de crise. C'est un appel à l'action urgente et au sursaut collectif, et il constitue un effort important visant à jeter les bases d'une coopération internationale renouvelée et fondée sur la solidarité.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue à avoir un impact dévastateur sur les populations. Elle a fortement affecté les indicateurs sociaux, remis en cause les progrès vers l'atteinte des objectifs de développement durable et aggravé l'extrême pauvreté.

Elle continue de peser sur le système sanitaire des pays dans un contexte de rareté de vaccins et de désinformation, d'où l'urgence d'un plan de vaccination mondial avant que les variants actuellement en circulation ne mutent et ne remettent ainsi en cause les gains obtenus jusque-là dans la lutte contre la COVID-19.

À Djibouti, nous avons pris immédiatement la mesure du danger et avons mis en place, dès l'apparition des premiers cas, un dispositif de gestion et de riposte qui a permis de contenir la propagation du virus.

L'apparition des variants a induit une adaptation de la stratégie. Nous avons également élaboré un plan de vaccination qui inclut l'installation de vaccinodromes dans la capitale ainsi que dans les régions de l'intérieur, et favorisé l'approche communautaire de proximité par le biais du déploiement de vaccino-bus.

Nous avons conçu un plan de riposte sociale qui a pour objectif de :

1. Préserver les moyens de subsistance pour les plus pauvres, les groupes vulnérables et ceux qui ont perdu leur emploi ;
2. Mettre en place des mesures de relèvement et d'accompagnement social pour le court, le moyen et le long termes ;
3. Mettre la technologie au centre de toutes les activités sociales.

Je voudrais saisir ce moment pour remercier, au nom du Gouvernement et du peuple djiboutiens, l'ensemble des partenaires internationaux qui ont fourni, à titre gracieux, des vaccins afin de nous appuyer dans notre stratégie vaccinale contre la COVID-19.

Nous formons le vœu que la réunion au sommet prévue aujourd'hui, à l'initiative du Président Joe Biden, permettra d'identifier de manière concrète les moyens d'inverser durablement la progression du virus et d'assurer de toute urgence le déploiement de vaccins dans le monde.

Il est également vital que des efforts accrus soient entrepris en vue de l'émergence d'un consensus sur la nécessité de la levée temporaire du droit de propriété intellectuelle afin d'accélérer la production de vaccins.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

En raison des confinements imposés à la suite de la pandémie de COVID-19 dans le monde entier, des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, de la forte contraction de l'économie, de l'accroissement des déficits publics et des conséquences économiques dévastatrices, nous sommes confrontés à l'urgence de mobiliser des solutions visant à stimuler la reprise. Dans cette quête, le soutien précieux des institutions financières internationales et l'appui des pays amis sera crucial.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

Nombre de mes homologues qui m'ont précédé ont souligné dans leurs interventions les préoccupations et les incertitudes qui ne cessent de s'approfondir quant au devenir de notre planète.

Paradoxalement la crise sanitaire mondiale qui nous impacte indistinctement depuis près de deux ans constitue une occasion unique qui ne se représentera peut-être plus et qui a mis au jour les liens intrinsèques entre la santé humaine, l'économie et l'environnement.

En effet, les différentes facettes des conséquences de la COVID-19 nous imposent de faire un choix, à savoir celui de continuer à porter atteinte à notre planète

et à notre environnement ou de nous inscrire dans une démarche collective à la fois courageuse et solidaire.

Certes, le monde en 2020 a dû faire face à un ralentissement des activités économiques et commerciales sans précédent, comme en témoignent les chiffres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. À ce sujet, permettez-moi d'en souligner certains d'entre eux :

- chute de 42 % des investissements étrangers directs ;
- contraction de 20 % du commerce mondial ;
- quadruplement du prix du transport de conteneurs.

Au niveau environnemental, il a été enregistré une baisse importante des émissions globales de gaz à effet de serre participant ainsi à un ralentissement de la détérioration de la couche d'ozone.

Afin de faire face aux risques d'écroulement économique, près de 12 000 milliards de dollars ont été investis pour contrer les effets économiques de la COVID-19 par les gouvernements à l'automne 2020.

Plus que jamais, en raison de la multiplicité des effets dévastateurs des changements climatiques comme les sécheresses prolongées, la multiplication des ouragans ou encore l'élévation du niveau de la mer, les températures extrêmes, les inondations et même l'invasion des criquets pèlerins, pour ne citer que ceux-là, nous avons l'impérieuse obligation de repenser nos actions.

Bien que l'Accord de Paris eût constitué une réalisation historique, nous nous devons de reconnaître que les efforts consentis ne sont pas à la hauteur des espoirs nés à la suite de la vingt et unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21).

En raison de leur vulnérabilité climatique, la communauté internationale doit accompagner les pays en voie de développement afin qu'ils puissent bénéficier du transfert de technologie, de l'expertise mais également des financements appropriés.

Aussi, qu'il me soit permis à cet instant de saluer à nouveau l'annonce intervenue en janvier de cette année et visant à l'octroi de 5 milliards de dollars en vue de participer à la restauration des paysages dégradés, améliorer la productivité agricole et renforcer les moyens de subsistance dans le cadre de la Grande Muraille verte ralliant Dakar à Djibouti et passant par 11 pays.

Il nous semble que la COVID-19 constitue l'occasion unique pour enfin jeter les bases de sociétés plus égalitaires et plus respectueuses de l'environnement. Il nous faut saisir cet élan afin de pouvoir reconstruire en mieux nos sociétés et nos économies et redéfinir notre interaction avec notre planète.

Monsieur le Président,

Djibouti demeure engagé à construire un avenir meilleur, une paix durable et une intégration économique régionale forte pour le bénéfice de nos populations. Il déplore que les efforts que nous avons déployés en vue de la normalisation des relations avec l'Érythrée n'aient pu à ce jour donner les résultats escomptés. Comme le note le Secrétaire général dans sa lettre, en date du 30 juillet 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité, nous déplorons l'absence de progrès notables sur les questions en suspens, à savoir le différend frontalier et le sort des 13 prisonniers

de guerre djiboutiens. Nous réitérons notre appel afin que l'Érythrée accepte de résoudre ces questions par le biais du dialogue bilatéral, la médiation ou un arbitrage international contraignant.

Nous exhortons également nos voisins érythréens à procéder au démantèlement du camp d'Anda'ali en ce qu'il serait une mesure de confiance propice à instaurer un meilleur climat dans les relations entre les deux pays.

Djibouti suit avec attention l'évolution de la situation en Éthiopie. Djibouti partage avec l'Éthiopie des liens historiques et a développé des relations bilatérales riches et fructueuses dans les domaines politique, économique et culturel. Ces relations sont destinées à croître et à prospérer. Il réitère son soutien à un règlement pacifique du conflit. Nous nourrissons l'espoir que dans un proche avenir émerge une Éthiopie pacifiée, reconciliée avec elle-même et qui renoue avec la croissance et le développement économique.

S'agissant de la Somalie, Djibouti se déclare encouragé par les progrès accomplis par le pays. Il partage néanmoins les préoccupations exprimées par les membres du Conseil de sécurité relatives aux désaccords politiques entre les membres du Gouvernement et sur leur possible impact négatif sur le respect du calendrier électoral somalien. La Somalie est à la croisée des chemins – tout doit être mis en œuvre afin que la trajectoire positive que la Somalie a connue ne soit mise en péril.

Nous réaffirmons notre soutien à un règlement juste et durable du conflit israélo-palestinien et à la création d'un État indépendant et souverain sur la base des frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale. Nous condamnons l'expansion des colonies, les campagnes de démolition et de saisie de biens en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, ainsi que les actes de violence qui ciblent les civils palestiniens. Nous demandons à Israël de respecter ses obligations en vertu du droit international humanitaire.

Djibouti salue la nomination du nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Hans Grundberg, et forme le vœu qu'elle donnera un nouvel élan aux efforts menés par la communauté internationale en vue de parvenir à une solution politique durable, en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité.

Nous exhortons les houthistes à demeurer engagés de manière constructive dans le processus de paix et réitérons notre condamnation des attaques répétées visant l'Arabie saoudite.

Nous réaffirmons notre vive préoccupation face à la menace d'une possible catastrophe écologique, maritime, économique et humanitaire que pose le pétrolier *FSO SAFER*. Il faut de toute urgence et sans condition donner les autorisations afin que les Nations Unies procèdent à l'évaluation et fassent les réparations adéquates dans le but d'éviter le scénario du pire et de minimiser le risque d'un déversement de pétrole dans la mer Rouge.

Je vous remercie de votre attention.

Annexe III

Allocution de M. Kassym-Jomart Tokayev, Président de la République du Kazakhstan

[Original : anglais]

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs,

Je vous félicite, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence de la soixante-seizième session.

Je me concentrerai aujourd'hui avant tout sur la triple menace à laquelle nous sommes collectivement confrontés : le relèvement après la maladie à coronavirus (COVID-19) ; la crise climatique ; et la situation humanitaire en Afghanistan.

L'année dernière, la pandémie de COVID-19 a explosé, passant de 32 à 225 millions de cas confirmés.

Nous sommes profondément reconnaissants à tous les agents de santé, les scientifiques et les fabricants de vaccins qui ont produit en un temps remarquablement court des vaccins sûrs et efficaces.

Mais les répercussions socioéconomiques restent très difficiles. Le chômage a fortement augmenté et des centaines de millions de personnes sont en train de perdre leurs moyens de subsistance. Plus de 130 millions de personnes vivent aujourd'hui dans une extrême pauvreté. Des décennies de progrès en matière de développement sont en train d'être perdues.

À bien des égards, la pandémie a révélé notre vulnérabilité et souligné l'importance cruciale du multilatéralisme et de la solidarité internationale. Nous devons « reconstruire » un monde plus équitable, plus durable et plus humain.

Nous devons commencer par garantir un accès universel et équitable aux vaccins. Cette question doit être réglée comme une question d'éthique et de solidarité mondiales.

L'injuste « écart vaccinal » est un « multiplicateur d'écarts ».

Le Fonds monétaire international note que la reprise économique mondiale n'est pas « mondiale » en raison de l'écart grandissant entre les économies avancées « vaccinées » et les économies émergentes ou en développement « non vaccinées ». Le résultat final sera que d'ici à 2025, 4 500 milliards de dollars de produit intérieur brut (PIB) mondial cumulé auront été perdus.

Nous devons augmenter de manière exponentielle et urgente l'accès mondial aux vaccins. Le Kazakhstan a réussi à produire son propre vaccin, le QazVac. Deux autres vaccins sont en cours de développement. Nous sommes prêts à les partager de manière bilatérale ou dans le cadre du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est cruciale pour garantir des chaînes d'approvisionnement en biens médicaux essentiels et un accès équitable aux vaccins. Président de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC, qui aura lieu

en novembre prochain, le Kazakhstan appelle les membres de l'OMC à aboutir à un résultat concret concernant la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19.

Nous avons également besoin d'une coopération plus ciblée entre les gouvernements et l'industrie pharmaceutique en matière de licences, de transferts de technologie et d'appui technique.

Entre-temps, la reprise économique est soumise à de nombreuses autres « inconnues connues », notamment les tensions technologiques. Un scénario de « rideau de fer économique », où l'on verrait des technologies et des règles différentes diviser l'économie mondiale, devient de plus en plus probable.

Un tel scénario limiterait considérablement la marge de manœuvre des États qui souhaitent faire du commerce international et s'approvisionner en produits technologiques. Désireux d'éviter de prendre parti, ils pourraient être contraints de former un « Mouvement technologique des pays non-alignés » pour atténuer les risques au croisement des technologies et de la géopolitique.

Mesdames et Messieurs,

Les niveaux de dioxyde de carbone n'ont jamais été aussi élevés. Les feux de forêt, les cyclones, les inondations et les sécheresses sont devenus la nouvelle normalité, dévastant les populations et causant de nombreuses souffrances humaines évitables.

Le climat du Kazakhstan, grand pays enclavé, se réchauffe plus rapidement que la moyenne mondiale et menace notre population et notre économie.

La température annuelle moyenne a augmenté de 2° C au cours des 75 dernières années, et les sécheresses graves frappent désormais notre pays deux fois tous les cinq ans.

En réponse, le Kazakhstan entend atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060. Nous lançons le mois prochain une stratégie nationale de développement à faible intensité de carbone pour 2050, qui vise à réduire l'intensité énergétique du PIB de 50 % par rapport aux niveaux de 2008.

Étant donné que près de 70 % de la production d'électricité du Kazakhstan dépend du charbon, la transition énergétique présente des défis importants.

L'accès au financement vert et aux technologies vertes sera essentiel à cette transition, et nous comptons sur la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow, pour prendre un engagement clair sur ces questions. Sans financement vert ambitieux, il n'y a pas d'action climatique ambitieuse.

Nous accordons également une grande importance à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui se tiendra à Kunming en octobre prochain.

En ce qui concerne l'Afghanistan, nous souscrivons à l'appel du Conseil de sécurité de l'ONU en faveur de la mise en place, par la voie de négociations, d'un nouveau gouvernement inclusif et représentatif.

Il faut établir un système fondé sur le consensus, dans lequel des groupes dont les valeurs, les origines ethniques et religieuses ou le genre sont différents peuvent coexister dans un même pays.

Dans l'ensemble, le Kazakhstan considère que l'Afghanistan est une nation véritablement indépendante et souveraine, vivant en paix avec elle-même et avec ses voisins. L'Afghanistan doit continuer de respecter ses obligations internationales et veiller à ce qu'il n'y ait ni terroristes, ni drogues, ni trafiquants d'êtres humains sur son territoire.

Quels que soient nos affiliations politiques ou nos sentiments personnels, nous ne devons pas abandonner le peuple afghan maintenant.

La situation humanitaire grave qui règne dans le pays doit être notre première priorité. Les organismes des Nations Unies et les autres acteurs humanitaires doivent bénéficier d'un accès humanitaire immédiat, sûr et sans entrave.

Le Kazakhstan a mis à la disposition de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et d'autres bureaux des Nations Unies en Afghanistan des locaux provisoires. Notre pays est prêt à servir de plateforme logistique pour l'aide humanitaire en Afghanistan, ainsi qu'à apporter sa juste contribution.

L'initiative kazakhe visant à établir un centre régional des Nations Unies dans la région d'Almaty peut être utile pour cette mission essentielle. Nous sommes prêts à travailler en étroite collaboration avec l'ONU, les voisins régionaux et les États et organisations intéressés.

La stabilité future de l'Afghanistan dépend de son développement économique. L'Afghanistan ne représente pas une menace, mais une chance. S'il est unifié et stable, il peut contribuer au développement de l'Asie centrale.

Excellences,

Je voudrais à présent aborder plusieurs autres questions importantes relatives à l'ONU, notamment la nécessité de donner un nouvel élan aux efforts de désarmement.

Le mois dernier, le 29 août, nous avons célébré le trentième anniversaire de la décision de fermer le site d'essais nucléaires de Semipalatinsk et de renoncer au quatrième plus grand arsenal nucléaire du monde.

Le Kazakhstan exhorte de nouveau les États dotés d'armes nucléaires à s'engager à éliminer complètement ces armes d'ici à 2045, date du centenaire de l'ONU.

De même, il reste encore beaucoup à faire en matière de lutte contre les menaces biologiques existentielles. L'année dernière, j'ai proposé de créer une agence internationale pour la sécurité biologique. Il s'agit d'une idée audacieuse et ambitieuse, mais nous estimons qu'elle est tout à fait pertinente. Un dialogue franc et transparent avec toutes les parties prenantes est en cours.

La mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable a pris beaucoup de retard.

Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, à savoir quelque 91 pays au total, sont touchés de manière disproportionnée par la pandémie, étant donné leurs moyens limités de résister aux chocs et leur vulnérabilité à une crise de la dette.

En sa qualité de Président du Groupe des pays en développement sans littoral au niveau mondial, le Kazakhstan appelle tous les organismes des Nations Unies à œuvrer de concert à l'application du document d'orientation pour la mise en œuvre accélérée du Programme d'action de Vienne en 2024.

Il ne sera pas possible de réaliser le Programme 2030 tant que tous les pays n'auront pas la capacité financière d'investir dans un avenir durable et inclusif. À cet égard, nous appelons expressément l'ensemble des partenaires de développement à remédier conjointement aux vulnérabilités internationales en matière de liquidités et de dette.

Le Programme alimentaire mondial estime que 270 millions de personnes connaîtront des pénuries alimentaires cette année.

Le Kazakhstan est un important producteur et exportateur de céréales et un membre fondateur de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire, dont la quatrième assemblée générale s'est tenue le mois dernier dans notre capitale.

Nous invitons les investisseurs étrangers à se joindre à nous pour façonner un avenir meilleur et plus radieux pour l'agriculture durable.

Le développement durable ne dépend pas seulement de la croissance économique, mais aussi du développement social et politique.

Le Kazakhstan, qui n'a que 30 ans, est déjà une nation mature et accomplie. Ces dernières années, nous avons commencé à passer de l'édification de la nation du haut vers le bas, qui s'est avérée extrêmement efficace au début de la création de l'État, à la promotion de la démocratie du bas vers le haut. Nous voulons consolider notre engagement démocratique et promouvoir une plus grande participation des citoyens à la gouvernance.

Par exemple, nous avons instauré pour la première fois l'élection des maires ruraux au suffrage direct. Ce mode de scrutin donnera beaucoup plus de pouvoir et de contrôle à plus de 40 % des citoyens kazakhs. Nous ferons de même pour les maires de district en 2024.

Conformément au concept d'un État qui est à l'écoute de ses citoyens et répond à leurs attentes, mon gouvernement a lancé depuis 2019 quatre séries de réformes démocratiques essentielles pour renforcer les droits humains, l'état de droit et la lutte contre la corruption.

Par exemple, j'ai récemment proposé d'appliquer un quota de 30 % de femmes et de jeunes pour les listes électorales des partis siégeant au Parlement.

Il n'y a pas de place pour la complaisance. Notre objectif est d'améliorer encore l'efficacité de l'État, la transparence et la compétitivité du processus politique. Nous suivrons activement la mise en œuvre des réformes politiques.

En janvier de cette année, le Kazakhstan a ratifié le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.

En juin, le Gouvernement a approuvé un plan global de protection des droits humains, qui établit un cadre institutionnel à long terme.

En étroite collaboration avec nos partenaires internationaux, nous mettons tout en œuvre pour éliminer la traite des êtres humains, ce qui exige une coopération mondiale extraordinaire.

Notre pays est candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour la période 2022-2024. S'il est élu, le Kazakhstan s'efforcera d'apporter une réelle contribution aux travaux du Conseil.

Nous comptons également mettre en avant le lien entre la démocratie, la religion et le développement lors du septième Congrès des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles, qui se tiendra en avril prochain au Kazakhstan.

En ce qui concerne l'Asie centrale, malgré les défis à la stabilité et à la sécurité, nous constatons un renforcement progressif de la coopération politique et économique. Grâce à trois sommets informels organisés en Asie centrale, dont le dernier s'est tenu le mois dernier, la coopération et la résilience ont été renforcées dans la région.

Notre politique régionale vise à remplacer progressivement les politiques à somme nulle et le principe du « droit du plus fort » propre au « Grand Jeu » par une véritable coopération et de « Grandes Avancées » pour les populations vivant au cœur de l'Asie.

Elle crée des possibilités de rapprochement entre la communauté internationale et le Kazakhstan et l'Asie centrale. Nous plaçons beaucoup d'espoir dans les cadres de dialogue régionaux « C5+ » avec les principaux acteurs extrarégionaux.

Dans le cadre de ces partenariats, nous mettons l'accent sur les problèmes liés à l'eau en Asie centrale, notamment la pénurie d'eau, la dégradation de sa qualité et son utilisation inefficace. La sécurité hydrique de notre région est inextricablement liée à l'énergie, à l'alimentation et à l'environnement.

Malgré les intérêts divergents des États riverains, le Kazakhstan reste attaché à la création d'un consortium régional pour l'eau et l'hydroélectricité afin de coordonner les différentes politiques en vue de la réalisation d'objectifs communs.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Situé au carrefour eurasiatique des civilisations, le Kazakhstan reste attaché à sa politique étrangère équilibrée et constructive. Nous entretenons de bonnes relations avec tous nos voisins immédiats, les pays occidentaux, l'Union européenne et les États d'Asie et du Moyen-Orient.

Tel est l'esprit de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA). L'année prochaine, le Kazakhstan, qui préside la CICA, accueillera un sommet pour célébrer le trentième anniversaire de la Conférence.

Notre monde est à la fois interconnecté et fragile.

Nous avons désespérément besoin d'un multilatéralisme efficace qui donne des résultats aux populations et qui est l'expression concrète de la solidarité mondiale.

Nous avons besoin d'une mobilisation bien plus grande et d'une véritable coopération de la part des organisations internationales, des institutions financières, de la société civile, des entreprises et des autorités locales et régionales, et ce, au service du bien commun.

Rien d'autre ne pourra assurer notre avenir commun. Aucune nation ne peut réussir ou prospérer seule : il n'y a pas de vaccin ou de mur pour cela.

La période actuelle nous offre la possibilité de changer ensemble le monde pour le rendre meilleur.

Je vous remercie.

Annexe IV**Allocution de M^{me} Erna Solberg, Première Ministre de la Norvège**

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Excellences,

Nous sommes confrontés à trois crises simultanées : une crise climatique, une crise sanitaire et une crise économique. Toutes appellent une réponse coordonnée. Toutes nous montrent pourquoi nous avons besoin d'une coopération internationale.

Nous devons nous souvenir de notre force collective. L'Organisation des Nations Unies est née d'une crise. Les crises ont en effet le potentiel de renforcer l'unité et la détermination. Nous devons mettre à profit la dynamique enclenchée et passer à l'action.

Monsieur le Président,

Nous connaissons la voie à suivre et nous avons un plan : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable constituent la feuille de route vers le monde que nous voulons.

J'aimerais commencer par les changements climatiques.

Nous vivons déjà avec leurs conséquences. Il suffit pour en avoir la preuve de parler aux nombreuses personnes qui ont été témoins de famines, d'inondations et de feux de forêt dévastateurs. Ensemble, nous nous efforcerons de limiter l'augmentation des températures à 1,5°C, conformément à l'objectif fixé dans l'Accord de Paris.

La transition vers une société à faibles émissions nécessitera des changements profonds. Mais elle créera également des emplois et de la croissance. Pour garantir une transition juste et équitable, nous devons réduire les émissions, pas les emplois. Nous devons investir dans les énergies renouvelables et les nouvelles technologies. Nous devons taxer le carbone. Les investisseurs et les entreprises relèveront le défi une fois que les bonnes mesures incitatives seront en place.

De nombreux pays ont déjà renforcé leurs objectifs. Il faut que davantage de pays, en particulier les grandes économies, revoient à la hausse leurs ambitions avant la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26).

Nous contribuons à cet objectif. La Norvège s'est fixé comme nouvel objectif de réduire ses émissions d'au moins 50 %, voire 55 %, à l'horizon 2030.

Nous continuerons également de collaborer aux efforts déployés par les pays en développement pour parvenir à un développement durable et résilient face aux changements climatiques.

Monsieur le Président,

Pour lutter contre les changements climatiques, il est urgent de restaurer la santé des océans. Des océans sains et productifs peuvent nous aider à atteindre les objectifs de développement durable. Nous savons ce qu'il faut faire.

Le Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable a présenté un programme d'action ambitieux qui doit servir de base aux futures discussions sur les

océans. Protection efficace, production durable et prospérité équitable doivent aller de pair. Sans des océans en bonne santé, nous serons tous confrontés à un avenir incertain.

Les membres du Groupe de haut niveau se sont engagés à gérer durablement toutes leurs zones océaniques d'ici à 2025. Cela représente un tiers des zones économiques exclusives du monde. C'est un objectif ambitieux. Mais notre ambition est encore plus audacieuse : nous appelons tous les États océaniques et côtiers à prendre un engagement similaire d'ici à 2030.

Monsieur le Président,

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) nous a montré, une fois de plus, que les problèmes mondiaux nécessitent des solutions mondiales. Elle nous a également montré ce que nous pouvons réaliser ensemble : des vaccins efficaces mis au point en un temps record. Nous ne devons pas nous arrêter là.

Nous devons réformer et renforcer l'architecture sanitaire mondiale pour prévenir, détecter et répondre aux menaces futures. Il faut par ailleurs que l'Organisation mondiale de la Santé soit entièrement financée et qu'elle joue un rôle central de coordination.

Nous devons investir dans la santé. Nous devons mettre en place des systèmes de santé nationaux solides et assurer une couverture sanitaire universelle.

Il existe des inégalités flagrantes dans la distribution des vaccins. Certains pays ont vacciné leurs populations et sont sur la voie du relèvement. Pour d'autres, le manque de vaccins et la faiblesse des systèmes de santé posent un sérieux problème. En Afrique, moins d'une personne sur 20 est pleinement vaccinée. En Europe, une personne sur deux est pleinement vaccinée. Cette inégalité est manifestement injuste.

Alors que certains pays semblent convaincus que la pandémie est terminée, d'autres sont confrontés à d'énormes vagues d'infection. Le résultat est un monde déconnecté. C'est inacceptable et dangereux. La vérité est que cette pandémie ne sera terminée nulle part tant qu'elle ne sera pas terminée partout. Nous devons accélérer le déploiement de la vaccination dans le monde entier.

La Norvège est fière de coprésider le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 qui a été créé pour promouvoir un accès équitable aux tests, aux traitements et aux vaccins. Les partenariats public-privé tels que la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies et Gavi font également partie de la solution. Nous devons tous convenir que financer la préparation à une pandémie est un investissement judicieux dont les rendements profitent à tous.

Nous devons financer une reprise durable. Nous avons l'occasion de faire les choses correctement : nous devons aligner nos efforts sur notre feuille de route, le Programme 2030. Nous devons investir dans la transition verte. Nous devons investir dans l'être humain, les femmes et les filles en particulier. Et nous devons tenir la promesse des objectifs de développement durable, à savoir ne laisser personne de côté.

Nous devons garantir le bien-être futur d'une population qui croît rapidement. La mobilisation des ressources nationales est essentielle pour reconstruire en mieux et atteindre les objectifs de développement durable. Des systèmes fiscaux équitables et efficaces sont nécessaires, non seulement pour générer des recettes, mais aussi pour renforcer la confiance dans les pouvoirs publics. L'accord conclu au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur un nouveau cadre pour la réforme de la fiscalité internationale constitue une avancée importante.

Sans le commerce et les investissements internationaux, nous ne pourrions pas régler les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Cela passe par la création d'emplois, l'ouverture, des pratiques commerciales fondées sur des règles et la réduction des obstacles au commerce. Le libre-échange crée des solutions gagnant-gagnant. Ce n'est pas le cas du protectionnisme.

Monsieur le Président,

Le respect des droits de l'homme est essentiel pour construire des sociétés prospères et libres. C'est aussi le fondement de sociétés équitables et stables. Tous ceux qui croient en la démocratie doivent maintenant défendre ses valeurs fondamentales.

Sur une note personnelle, je suis ici en tant que Première Ministre ayant perdu une élection la semaine dernière. Après huit ans au pouvoir, mon gouvernement va se retirer et passer la main à une nouvelle équipe. J'espère qu'elle réussira à faire avancer notre pays. Je mentionne ce fait parce que les transitions ordonnées ne peuvent être considérées comme acquises. Et parce que la démocratie à l'œuvre peut contribuer à réduire la méfiance au sein des pays et entre eux, le genre de méfiance que le Secrétaire général évoque dans son rapport *Notre Programme commun* (A/75/982).

Le déclin de la démocratie et du respect des droits de l'homme doit tous nous préoccuper. Nous assistons à de graves violations des droits de l'homme dans de nombreuses régions du monde : le Venezuela, les atrocités et le conflit au Tigré, la détérioration de la situation humanitaire et en matière de droits humains au Myanmar, notamment pour les Rohingyas, n'en sont que quelques exemples. Nous comptons sur le Conseil de sécurité et les organisations régionales pour jouer un rôle proactif.

Et nous sommes alarmés et attristés par l'évolution de la situation en Afghanistan. Au cours des deux dernières décennies, les Afghans ont vu la situation des droits de l'homme s'améliorer considérablement. Les systèmes de soins de santé ont été améliorés et des millions d'enfants ont reçu une éducation. Ces acquis durement gagnés doivent être protégés.

Nous sommes aujourd'hui particulièrement préoccupés par les droits des femmes et des filles, ainsi que des personnes appartenant à des minorités religieuses, ethniques, sexuelles et de genre.

Nous craignons pour ceux qui sont en danger en raison du travail qu'ils réalisent pour faire respecter les libertés fondamentales. Nous continuerons de les soutenir, ainsi que le reste du peuple afghan.

Nous jugerons les Talibans à l'aune de leurs actes, et non de leurs paroles. La composition du Gouvernement provisoire est décourageante.

Monsieur le Président,

Les défis mondiaux ont un impact majeur sur la paix et la sécurité internationales.

À deux reprises cette année, le Conseil de sécurité a discuté des répercussions des changements climatiques sur la sécurité.

La prévention des conflits, le maintien de la paix et le désarmement sont indispensables pour atteindre les objectifs de développement durable.

Nous devons sauvegarder et renforcer les normes et les structures de maintien de la paix.

Nous devons veiller à ce que les progrès réalisés dans ce domaine ne soient pas annulés. Nous devons protéger et promouvoir le cadre du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, et avant tout le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

La rivalité entre les grandes puissances peut menacer la stabilité stratégique. Le dialogue et la coopération sont essentiels. La prorogation du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques est une avancée de bon augure.

La norme internationale contre l'utilisation des armes de destruction massive doit être respectée.

La menace accrue des armes chimiques doit être contrée.

Monsieur le Président,

L'instauration d'une paix durable est cruciale pour la sécurité à long terme. Dans le cadre de nos travaux au sein du Conseil de sécurité, nous encourageons le dialogue, les partenariats et la diplomatie préventive.

Pour rester pertinent, le Conseil doit répondre aux menaces contre la paix et la sécurité internationales. Il ne doit pas se dérober face aux situations difficiles.

L'adoption de la résolution prolongeant le mandat d'acheminement de l'aide humanitaire transfrontalière en Syrie est encourageante. Elle laisse espérer qu'une solution politique sera trouvée au conflit qui perdure.

Les opérations de paix des Nations Unies jouent un rôle essentiel partout dans le monde. La Norvège est un fervent partisan de l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général.

Cela se traduit notamment par un soutien financier destiné à renforcer la capacité des opérations de paix des Nations Unies l'ONU à remplir leur mandat. En particulier le mandat consistant à faciliter les processus politiques, à protéger les civils et à mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

La sécurité maritime et la piraterie constituent un autre défi. Il nous faut une réponse mondiale intégrée pour rendre les océans sûrs.

Environ 90 % des actes de piraterie ont lieu dans le golfe de Guinée. La Norvège cherche à faire progresser ce dossier au Conseil de sécurité, en étroite collaboration avec les pays de la région.

Monsieur le Président,

Pour conclure, je voudrais féliciter le Secrétaire général pour l'évaluation réaliste qu'il présente dans le document *Notre Programme commun*. Nous pouvons choisir de tout laisser tomber ou de faire des progrès. Je reste optimiste.

Il faut considérer les crises auxquelles nous sommes confrontés comme un appel à l'action. Nous devons mettre l'accent sur tout ce qu'on peut gagner à agir ensemble. Il existe une voie à suivre. Nous l'avons déjà établie : le Programme 2030 est notre feuille de route. N'hésitons pas. Unissons nos forces et agissons dès maintenant.

Je vous remercie.